

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1643 - 7 janvier 2000 - prix : 9F

***Précarité, bas salaires...***

***et profits en hausse***

**21<sup>ème</sup> siècle ? Non,**

**le capitalisme nous**

**ramène au 19<sup>ème</sup> !**

**Russie**

p. 8 à 10

**Les années Eltsine :  
désastre économique,  
misère et guerres...**

M 6189 - 1643 - 9,00 F



## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 - Les bonnes résolutions de Jospin pour l'an 2000
  - Les exclus de la CMU
- 5 - Chirac-Jospin: des épines dans les vœux
  - Catastrophes naturelles: les assureurs assurés par l'Etat
- 6 - Des miettes pour les plus pauvres
  - Chômage: trompeuses statistiques
- 7 - Les Verts et le mazout
  - Les pavillons de complaisance
- 11 - Conseil régional de Champagne-Ardenne: l'argent va aux profits

### Tribune

- 6 - Poutine table sur la guerre de Tchétchénie pour assurer la succession d'Eltsine

### Dans le monde

- 8/9/10 - Russie: Eltsine passe la main à Poutine
- 16 - Côte-d'Ivoire: le nouveau pouvoir militaire
  - Grande-Bretagne: les intérêts de la City et l'Europe

### Dans les entreprises

- 11 - Lettre d'un lecteur: CPAM: rien ne va plus!
- 12 - Renault Le Mans: la direction traîne des travailleurs devant le tribunal
- 13 - Renault Flins: accident dû à la course à la productivité
  - Hôpital de Montargis: grève en gérontologie

### Il y a 10 ans

- 14 - Décembre 1989, en Roumanie: la chute de Ceausescu

### Livres

- 15 - Dans l'Etat le plus libre du monde, de B. Traven
  - La Banque, de J.P. Chabrol
  - Les couleurs de l'infamie, d'Albert Cossery

## Marée noire

# AUX POLLUEURS DE PAYER!

A propos de la marée noire, Jospin a déclaré que «face à l'appétit souvent excessif des intérêts marchands, les droits de la personne humaine, la qualité de notre environnement et de nos ressources doivent être défendus». Mais ce type de belle envolée ne coûte pas bien cher, contrairement à la pollution et surtout à la dépollution...

Et dans ce domaine très concret, il n'y a pas eu de surprise. Le responsable, le trust TotalFina, s'en tire pour le moment à très bon compte. Le gouvernement avait laissé entendre qu'il n'était pas question de payer à la place des pollueurs. On a vu ce qu'il entendait par là, après la rencontre de Jospin et du PDG de TotalFina, Thierry Desmarest. Dans un premier temps, ce

dernier avait eu le culot de proposer, au micro de France-Inter, une journée de son salaire aux bénévoles qui nettoient les plages. Soit 30000 F, ou encore 140 pelles et leurs seaux.

C'était si indécent que, devant le tollé provoqué, Total avança un autre chiffre: 40 millions. Il s'agit d'un fonds d'urgence, prévu par la réglementation et provisionné pour être affecté à ce type de catastrophes. La compagnie pétrolière n'aurait rien déboursé de plus que ce qu'elle avait comptabilisé par avance comme faux-frais. Cela reste marginal pour elle.

Il faut savoir que cette somme représente à peine 0,4% des bénéfices de TotalFina. C'est même près de quatre fois moins que la

La prochaine réunion du  
**CERCLE LÉON TROTSKY**  
LE RÉFORMISME EN FRANCE ET  
LES RÉVOLUTIONNAIRES  
aura lieu le :  
**Vendredi 21 janvier 2000**  
à 20h30  
Salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor à Paris (5<sup>e</sup>) Métro : Maubert-Mutualité

somme consacrée par elle aux seules opérations publicitaires lors de la fusion avec Elf, l'été dernier! Et, sur le terrain, le caractère dérisoire de la chose est encore plus éclatant. *Le Canard Enchaîné* a calculé que ce fonds permettrait de «consacrer 100000 F par kilomètre (de côte) souillé. Soit à peu près la somme que la commune du Croisic dépense... chaque jour pour ôter le fioul apporté par la mer».

Maintenant, il est question que TotalFina finance le pompage, estimé à 400 millions, des soutes de l'épave de l'Erika. Du moins, c'est ce qui

est annoncé. Dans le même temps, la direction du groupe pétrolier déclare qu'elle va affecter ses propres entreprises aux opérations de dépollution. Il y a déjà longtemps, en effet, que les grands groupes industriels, et d'abord ceux de l'énergie, se sont dotés de filiales spécialisées dans l'éco-business. En clair, ces grosses sociétés sont gagnantes sur tous les tableaux car elles contrôlent tous les maillons de la chaîne, de la pollution à la dépollution (les produits traitant les oiseaux mazoutés sortent, par exemple, des mêmes compagnies pétrolières qui les ont englués).

Derrière l'escalade de chiffres et de communiqués à laquelle se livre TotalFina, il y a d'abord une mise en scène destinée à l'opinion publique dont les pouvoirs publics ne sont, bien sûr, pas dupes mais complices. Il y a surtout gros à parier que plus TotalFina fait mine de s'engager à dépolluer, plus elle va y trouver à pomper... des profits par le biais de ses filiales.

Polluer et dépolluer va donc, une nouvelle fois, rapporter aux mêmes. Et si le gouvernement se montre aussi impuissant à faire payer aux trusts pétroliers le prix pour les ravages qu'ils commettent, c'est tout simplement parce qu'il a choisi de l'être.

Paul BARRAL

## LA POLLUTION, C'EST LA RÈGLE

«L'Erika n'est qu'un navire, des milliers naviguent sur les mers et cette pollution, rare sur les côtes d'un pays développé comme la France, est assez fréquente dans le reste du monde», a déclaré le directeur des sinistres du FIPOL (Fonds international d'indemnisation des pollutions par hydrocarbures).

Créé en 1971, ce fonds est alimenté par les compagnies pétrolières. Les indemnités versées lors des marées noires ne compensent, de toute façon, pas l'étendue des dégâts. Destinées à apaiser l'opinion publique des pays riches qui constituent malgré tout des clients potentiels,

elles ne risquent pas non plus d'entamer les bénéfices colossaux réalisés par les compagnies pétrolières des pays industriels qui figurent parmi les entreprises les plus lucratives du monde. Ce n'est qu'un faux frais minime pour continuer leur course aux profits, qui passe entre autres par l'armement de navires ayant dépassé la limite d'âge, l'usage de pavillons de complaisance qui leur permettent de réaliser d'importantes économies: peu d'impôts, des frais d'immatriculation réduits et une main-d'œuvre recrutée sous la législation sociale du pays d'immatriculation, donc pour des salaires dérisoires.

Et en plus, comme le reconnaît le dirigeant du FIPOL, «dans le reste du monde», elles font bien plus de dégâts et ça ne fait pas de drame, en d'autres termes elles rendent encore plus difficile la vie de millions d'individus dans le Tiers Monde sans avoir le moindre compte à rendre et le moindre centime à déboursier. Comment dire plus clairement que, pour ces riches entreprises, la pollution est le cadet de leurs soucis et qu'elles s'arrangent pour que, dans la plupart des cas, cela ne fasse pas de vagues?

Annie ROLIN

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste), qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE  
internet : <http://www.worldnet.fr/~lo-uci> e-mail : [lo-uci@worldnet.fr](mailto:lo-uci@worldnet.fr)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés], Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

|  | LUTTE OUVRIÈRE |        | LUTTE DE CLASSE                |
|--|----------------|--------|--------------------------------|
|  | 1 an           | 6 mois | (1 an soit 10 n°)              |
| France DOM-TOM   | 300 F          | 160 F  | 100 F                          |
| DOM-TOM, voie aérienne   | 390 F          | 200 F  | 140 F                          |
| Europe (soit zone postale 1)   | 420 F          | 210 F  | 100 F                          |
| Autres pays, voie ordinaire  |                |        |                                |
| - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)                             | 450 F          | 230 F  | 140 F<br>(comme voie aérienne) |
| - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 520 F          | 270 F  | 140 F                          |
| - Océanie (soit zone 4)  | 540 F          | 280 F  | 140 F                          |
| Autres pays, voie aérienne   |                |        |                                |
| - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)                             | 480 F          | 250 F  | 140 F                          |
| - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 540 F          | 280 F  | 170 F                          |
| - Océanie (soit zone 4)  | 660 F          | 340 F  | 210 F                          |

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL et VILLE : .....  
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....  
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : .....  
Règlement :  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER

**Précarité, bas salaires...**

**et profits en hausse**

**21<sup>ème</sup> SIÈCLE ?**

**NON, LE CAPITALISME  
NOUS RAMÈNE AU 19<sup>ème</sup> !**

■ « Feu d'artifice final pour les Bourses mondiales » : voilà quel était le grand titre d'un journal économique au dernier jour de l'année 1999. En France, 51,1 % d'augmentation des valeurs boursières en une seule année ! Cela signifie que la fortune des gros actionnaires, des propriétaires d'entreprises a augmenté d'autant...

Signe de bonne santé économique, expliquent les commentateurs. En bonne santé, une économie où cinq millions de femmes et d'hommes sont au chômage partiel ou complet ? Car le gouvernement ment lorsqu'il parle de diminution du chômage, alors que les grandes entreprises continuent à supprimer des emplois stables, et que les emplois créés sont des emplois précaires.

En bonne santé, une économie où l'annonce d'un plan de licenciements est le meilleur moyen pour un patron de faire augmenter le prix des actions de son entreprise ? Pour enrichir donc une poignée de riches parasites, on accroît le nombre de ceux qui sont condamnés au chômage ou à la précarité, et on impose à ceux qui restent plus de travail, des cadences plus dures et des horaires au gré du patron.

En bonne santé, une économie où les salaires stagnent depuis des années et où, du fait de la précarité et du travail partiel imposé, se généralisent des salaires à peine supérieurs au RMI ? En bonne santé, une économie où ceux qui gouvernent se réjouis-

sent que les riches aient augmenté leur fortune de 50 % en un an et jettent cyniquement aux RMIstes ou aux chômeurs en fin de droits une augmentation de 2 %, c'est-à-dire 50 F par mois ?

En bonne santé, une économie où même dans un pays réputé parmi les plus riches, des centaines de milliers de femmes et d'hommes sont condamnés chaque hiver aux Restos du cœur, et quelques-uns à mourir de froid faute de logement ? Et où, à l'échelle de la planète, quelques individus disposent de plus d'argent que des millions d'autres, condamnés à la faim ?

Après la tempête, même les politiciens et les médias les plus vendus au grand patronat ont lancé des coups de chapeau à ces travailleurs des services publics, de l'EDF, de la SNCF, de l'Équipement qui se sont dépen-sés sans compter pour que l'électricité soit rétablie partout, les routes dégagées et pour que les trains roulent de nouveau. Mais tout au long de l'année, c'est au détriment des services publics que l'État fait des économies pour avoir de quoi arroser le patronat de subventions, d'aides et d'allègements fiscaux. Au lieu d'embaucher massivement là où ce serait utile pour toute la société, on réduit les effectifs dans les transports comme dans les hôpitaux, à l'EDF comme chez les pompiers.

Pour un instant, les dégâts de la tempête ont rappelé que ni l'électricité, ni les transports ne

fonctionnent sans les travailleurs qui posent, entretiennent et réparent les lignes et les rails, ceux qui font marcher les centrales électriques comme les trains. Mais il en est ainsi de toute l'économie. La société pourrait se passer des boursicoteurs, des actionnaires et de toute la valetaille payée pour chanter les vertus de l'économie du profit, mais elle ne peut pas se passer de ceux qui travaillent, qui produisent, qui bâtissent, qui font marcher les usines comme les banques et qui créent pour d'autres des richesses dont eux-mêmes sont privés.

Leur économie n'est en bonne santé que pour les propriétaires de capitaux, pour les patrons, pour les industriels et les banquiers, pour ceux qui s'enrichissent de l'exploitation et de la misère des autres, pour ceux qui, comme Total, prennent consciemment le risque de polluer la planète pour faire un peu plus de profit. Mais, du point de vue de la population laborieuse, du point de vue de la société, c'est une économie injuste et folle où seul compte le profit, mais pas les hommes.

Alors, si nous avons un vœu à formuler pour le futur, c'est que les travailleurs retrouvent confiance en eux-mêmes, conscience de leurs propres forces et qu'ils retrouvent leur capacité de contester au grand patronat et au grand capital le pouvoir qu'ils exercent sur l'économie. Car le futur sera ce que nous le ferons.

# JOSPIN ET LE NOUVEAU MILLÉNAIRE

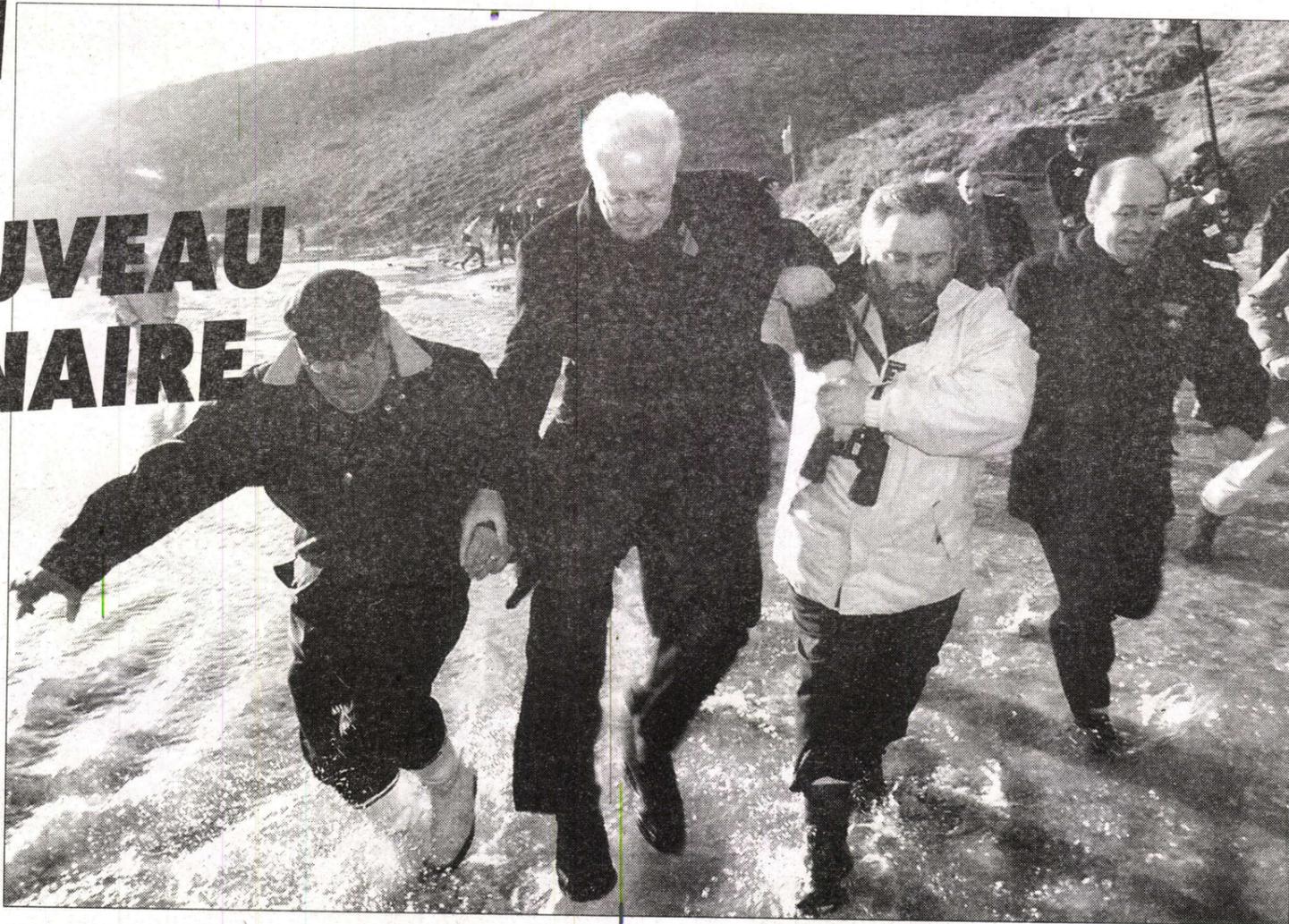
A l'occasion des vœux du gouvernement au président de la République, Lionel Jospin s'est lancé dans un discours que certains ne manqueront pas de qualifier de radical, voire d'anticapitaliste.

« Le monde n'est pas qu'un marché, nos sociétés ont besoin de règles, l'économie doit être au service de l'homme et non l'inverse. »

Que voilà de fortes paroles pour le sermon, non pas même du dimanche, mais du premier de l'an. Jospin ne met pas en cause TotalFina dans la catastrophe de l'Erika car, allant beaucoup plus loin, il dénonce sans complaisance les « vrais » responsables : « Le naufrage d'un pétrolier en bout de course a souligné les dangers d'une mondialisation débridée, mue par un capitalisme sauvage. Face à l'appétit souvent excessif des intérêts marchands, les droits de la personne humaine, la qualité de notre environnement et de nos ressources doivent être défendus. »

Ces bonnes résolutions laissent d'autant plus perplexe que Jospin prend pour modèle ce que son gouvernement a fait depuis deux ans : « Garantir la sécurité des Français, maîtriser les forces du marché, combattre les excès du libéralisme : c'est précisément dans cet esprit que le gouvernement travaille depuis deux ans et demi », dit-il.

Et pourtant, il y a seulement quatre mois, il avouait ne rien vouloir faire contre Michelin qui annonçait des suppressions massives d'emplois. Sans doute n'y voyait-il nulle atteinte aux « droits de la personne humaine ». Quant aux coupes claires dans les services publics, santé, éducation, transports en commun, logements sociaux, est-ce là une façon de mettre l'économie « au service » de



Quand le sommet du gouvernement oublie ses bottes, il risque de se salir avec les déchets du « capitalisme sauvage ».

l'homme ? Quant à « défendre la qualité de notre environnement », le gouvernement n'a strictement rien fait pour contraindre même la compagnie pétrolière française à prendre les dispositions nécessaires pour que les côtes n'aient pas à connaître encore une fois une marée noire catastrophique ; de même qu'il ne fera rien non plus pour obliger TotalFina à payer ce qu'il faut pour réparer les dégâts commis. Jospin pré-

tend avoir mené « une politique économique et sociale ambitieuse et réaliste » et se montre très satisfait de son bilan. C'est provocant pour tous ceux qui sont au chômage sans espoir de retrouver rapidement du travail, pour tous les licenciés de l'année, pour tous ceux qui touchent des minima sociaux que le gouvernement refuse d'augmenter substantiellement.

Les discours humanistes

de Jospin sont sans doute destinés à faire oublier l'action du gouvernement en faveur du patronat et des catégories les plus riches de la population. Plus Jospin fustige la mondialisation et le capitalisme sauvage, plus il est aux petits soins pour les capitalistes bien élevés qu'il fréquente. Plus il s'élève contre les excès du libéralisme, plus il encourage le libéralisme dit ordinaire. Plus il

discourt sur la nécessité de faire du social, plus il se penche avec sollicitude sur la Bourse.

Dire une chose et faire son contraire, c'est bien toujours la caractéristique de nos gouvernants, de gauche comme de droite. Et de ce point de vue la nouvelle année commence bien comme l'autre avait fini !

Dominique CHABLIS

## LES EXCLUS DE LA CMU

La Couverture Maladie Universelle, que le gouvernement Jospin présente comme sa grande mesure sociale, entre en application. Mais une des premières constatations que font sans doute ceux qui font les démarches pour y avoir droit, c'est que cette couverture n'a d'universelle que le nom. Le gouvernement a soigneusement limité le plafond de ressources y donnant accès à 3 500 F mensuels, malgré la demande des associations de porter cette limite au moins à 3 800 F. Le Parti Socialiste avait même fait repousser un amendement en ce sens au moment de la discussion de la loi.

Ce n'est pas anodin, car cela permet d'exclure d'un coup tous les bénéficiaires du minimum vieillesse qui est aujourd'hui de 3 575 F. Cela est d'autant plus scandaleux que les per-

sonnes âgées et pauvres sont évidemment celles qui ont le plus besoin de soins. Encore faut-il dire, pour en rajouter sur la pingrerie du gouvernement, que ce seuil de 3 500 F est lui-même théorique puisque en sont déduits certains revenus sociaux, par exemple l'allocation logement avec un plafond de 300 F, ce qui peut faire un seuil réel de 3 200 F.

Cette Couverture Maladie soi-disant Universelle est d'autre part bien loin d'être totale, comme le montrent les décrets d'application sur les remboursements. Les soins dentaires ne seront ainsi pris en charge que pour 2 600 F au-delà des tarifs de la Sécurité sociale pour une période de deux ans, sauf en cas « d'impérieuse nécessité », formule dont on peut imaginer l'interprétation restrictive. Ce n'est cer-

tainement pas cela qui permettra d'éviter à tous ceux qui, depuis des années, doivent vivre et manger avec moins de 3 500 F par mois d'avoir des problèmes dentaires ! Les lunettes, elles, ne seront remboursées qu'à raison d'une paire par an, pour un prix allant de 358 F à 900 F. Quand aux prothèses auditives, la prise en charge au-delà des tarifs de la Sécurité sociale sera de 1 600 F maximum tous les deux ans.

On le voit bien, cette CMU prétendument créée pour que tout le monde puisse se soigner a été soigneusement calibrée pour ne pas coûter trop cher au gouvernement, quitte à exclure des soins toute une partie de ceux qui en auraient besoin.

Daniel MESCLA

## Les vœux de Chirac-Jospin

# APRÈS LA TEMPÊTE, DU VENT, TOUJOURS DU VENT

Les vœux de Chirac à la population, tout comme ceux de Jospin à Chirac, ont, cette année encore, relevé du même rituel qui fait qu'on « se la souhaite bonne et heureuse ». A ce titre, ils ne valent pas plus. Sauf qu'en cette période de cohabitation préélectorale, les amabilités réciproques ont été parsemées d'épines et de piques, dérisoires, et sans doute sans effet sur l'opinion des futurs citoyens-électeurs. Le jeu politique le veut ainsi.

Nos deux cohabitants y sont donc allés de leur couplet sur « la France qui », « la France que »... Mais cette fois les circonstances leur ont imposé, ou permis, de parler de la solidarité qui a uni les Français devant les épreuves de fin d'année, une solidarité qui, si elle n'a pas fait défaut dans la population, ne s'est pas sentie du côté des pouvoirs publics et des nantis.

Chirac, un jour champion du libéralisme aux côtés de ses amis de la droite, s'est transformé, l'espace d'un discours, en apologiste de l'Etat. « Nous mesurons, a-t-il déclaré, l'importance du rôle de l'Etat dans notre société. Un Etat auquel il appartient de prévoir de faire face, d'assurer la coordination des moyens du pays ». En écho, Jospin a rendu hommage à « tous les fonctionnaires et agents des services publics qui ont travaillé sans relâche pour porter secours, pour restaurer le bon fonctionnement des infrastructures collectives pour que la vie reprenne ses droits ». Heureusement que ces agents au service de la collectivité n'ont pas attendu les félicitations rétrospectives de ces deux rois mages pour être présents et se mettre à l'ouvrage. Mais ces vains discours ont au moins permis de prendre la mesure de l'hypocrisie commune de leurs auteurs. Ce sont ces mêmes bons apôtres qui, successivement, mais de connivence, ont allègrement tranché dans ce service public dont ils vantent la nécessité.

La SNCF par exemple a perdu 80 000 emplois en douze ans. Mais quand il s'agit de remplacer les rails, le ballast emporté ou les signalisations arrachées, ces saignées dans les



Chirac serre la main de sapeurs-pompiers en Haute-Vienne. Mais après les intempéries, l'Etat va-t-il consentir à reconnaître qu'il s'agit d'une profession à risque ?

effectifs, qui en temps ordinaire se font déjà sentir pour gérer le quotidien, apparaissent avec acuité. L'équipement est justement l'un des secteurs où le mécontentement à propos de l'insuffisance des effectifs s'est exprimé le plus fort à l'occasion de la mise en place des « 35 heures ». Il en est de même à EDF, qui a dû rappeler des préretraités, parce que leur poste n'avait pas été remplacé.

Partout on peut faire le même constat. Les pompiers,

dont les revendications se sont heurtées à l'intransigeance gouvernementale, ont payé un lourd tribut à la catastrophe, qui a montré tragiquement ce qui crevait les yeux, sauf ceux des ministres : que leur fonction était effectivement « à risque ».

Il en va de même ailleurs, dans les hôpitaux par exemple, pour lesquels on mégote des ralonges budgétaires qui permettraient d'alléger la tâche du personnel et du même coup d'augmenter la qualité des soins ;

dans l'enseignement on manque de personnel, l'insuffisance des locaux et du matériel est là encore criante, alors qu'on veut le réduire.

Comment en est-on arrivé là ? Jospin a trouvé le coupable : « le capitalisme sauvage », affirmant que, « face à l'appétit souvent excessif (Ah, si seulement ils avaient un appétit normal !) des appétits marchands, les droits de la personne humaine, la qualité de notre environnement doivent être défendus ».

Constatons que ce flot de vœux pieux reste fortement mazouté par la réalité. Car n'est-ce pas ce même Jospin qui a privatisé, depuis qu'il est à la tête du gouvernement, plus à lui seul que les gouvernements Balladur et Juppé réunis ? N'est-ce pas lui qui met en place les mesures de Juppé instituant la dégradation du service public de la santé ?

Chirac lui a expliqué que la « responsabilité de tous ceux qui dans le monde dégradent le patrimoine naturel doit être recherchée et sanctionnée ». Pas besoin d'aller chercher bien loin. Les responsables actuels, passés et malheureusement à venir, sont bien connus. Ils ne se cachent même pas. Leurs noms et leurs raisons sociales figurent presque chaque jour dans les pages financières des journaux.

Quant aux menaces de sanctions, elles n'ont pas l'air d'inquiéter le monde des affaires et des marchands, ni de leur couper l'appétit, si l'on en juge par les baromètres des Bourses qui restent obstinément au beau fixe. Cela se comprend sans peine, si elles n'ont à craindre que les foudres verbales et sans lendemain des Jospin, Chirac et autres.

Il en sera tout autrement lorsque la population s'en occupera elle-même et prendra au mot les discours des gouvernants.

Christian BERNAC

## L'ÉTAT, ASSUREUR DU PROFIT DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Année après année, les compagnies d'assurance recueillent la contribution obligatoire « catastrophes naturelles » que le gouvernement a instaurée à leur profit en 1982. De leur point de vue, la météo a tourné au beau fixe puisque ce prélèvement, fixé au départ à 6% du montant de la prime d'assurance-dommages, a été relevé à 9% en 1984, puis à 12% depuis septembre dernier.

Cette manne de plusieurs milliards par an sera à peine écornée pour indemniser les dommages des assurés victimes des inondations dans le

sud de la France de fin novembre (3 milliards de francs) et, selon *Le Journal du Dimanche*, elle ne servira même pas à indemniser ceux, beaucoup plus importants, causés par la tempête fin décembre. En effet, depuis une loi d'avril 1990, les dommages causés par le vent sont garantis par les assurances multi-risque-habitation et, en ce qui concerne l'assurance-auto, seuls certains contrats prévoient de verser quelque chose à ceux qui auront eu leur voiture abîmée par la chute d'un arbre. En tout cas, on peut déjà s'attendre à une répercussion à

la hausse du montant des primes d'assurance-habitation et d'assurance-auto à partir de l'année prochaine.

Pendant ce temps, les compagnies d'assurance, le nez en dehors des catastrophes naturelles, continuent à jouer avec les primes dans des placements financiers. Par exemple, en 1998, une seule société comme Axa a avoué un bénéfice de plus de 10 milliards de francs et a géré plus de 3 600 milliards de francs, une somme équivalant au double du budget de l'Etat, et qui a continué de grossir au fil de l'augmentation des valeurs boursières. En

comparaison, une première estimation du coût de la tempête de fin 1999 en France, Grande-Bretagne, Belgique, Suisse et Allemagne, qui devrait être supporté par l'ensemble des compagnies d'assurance, est de 32 milliards de francs. Autant dire que ces sociétés ont de quoi voir venir pas mal de tempêtes sans toucher aux magots sur lesquels elles sont assises ; à moins qu'une tempête sociale ne vienne leur demander des comptes.

Jean SANDAY

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# POUTINE TABLE SUR LA GUERRE DE TCHÉTCHÉNIE POUR ASSURER LA SUCCESSION D'ELSTINE

De Clinton à Chirac, en passant par Blair et Schröder, les chefs d'Etat ou de gouvernement des principales grandes puissances ont tenu à féliciter Eltsine pour le «*démantèlement du régime communiste*» et «*l'enracinement de la démocratie*» qui serait à leurs yeux le bilan essentiel de ses huit ans de règne à la présidence de la Russie, qu'il vient d'abandonner, le 31 décembre, avec six mois d'avance au profit de son Premier ministre.

Côté démocratie, les dirigeants des grandes puissances ont vite fait d'oublier la dissolution à coups de canon du parlement en 1993 ou la première guerre de Tchétchénie qui a fait quelques 80 000 morts de décembre 1994 à l'été 1996. Et ils ferment volontairement les yeux sur l'actuelle guerre, les bombardements des villes tchétchènes et les exodes de population qui s'en suivent. Le monde impérialiste n'a pas de raison d'être plus regardants vis-à-vis de la Russie, depuis qu'elle est retournée dans son giron, qu'il ne l'est vis-à-vis des régimes dictatoriaux d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie. Et ses dirigeants sont aussi prompts à pardonner les crimes actuels d'Eltsine et Poutine qu'ils l'étaient à dénoncer, sous l'étiquette de «*crimes du communisme*», ceux de la bureaucratie russe sous Staline ou Brejnev.

Le satisfecit qu'ils donnent à celui qui a dirigé la Russie depuis fin 1991 n'est pas une simple formule de politesse : ils lui doivent une fière chandelle. C'est son prédécesseur, Gorbatchev qui a négocié le largage par l'URSS des pays du glacis, restauré la propriété privée, mis fin à la planification et légalisé la liberté de commerce et d'entreprise. Mais c'est à Eltsine qu'ils doivent la réalisation des grandes fournées de privatisation des entreprises d'Etat, où les capitaux occidentaux ont commencé à s'investir. C'est sous son règne que se sont bâties les plus grosses fortunes de la nouvelle bourgeoisie russe, que se sont constitués les grands groupes financiers qui dominent aujourd'hui l'économie russe, dont les maîtres, pour la plupart issus des hautes sphères de l'ancienne bureaucratie d'Etat, possèdent les grands journaux ou les chaînes de télévision et dominent en grande partie la vie politique du pays.

La production en Russie s'est effondrée de plus de 40% pendant ces mêmes années. Le chômage y fait des ravages. Les pensions des retraités ont fondu, et ceux qui ont un travail attendent pendant des mois des payes qui ne viennent pas ou sont déjà largement amputées par la dévaluation du rouble lorsqu'elles sont enfin versées. Mais ce n'est pas cela qui peut gêner cette nouvelle bourgeoisie russe qui a fait fortune par le pillage de l'industrie d'Etat et l'appauvrissement de la population, pour qui les activités de loin les plus rentables restent celles liées à l'exporta-

tion du pétrole et autres matières premières du pays et qui s'empresse d'accumuler une bonne partie de ses gains dans des banques suisses ou américaines, ou de l'investir dans des affaires à l'étranger. Tout comme cela n'a pas empêché les capitaux occidentaux de trouver déjà à se placer dans le commerce ou les activités telles que la restauration des infrastructures (téléphonie ou autre), dans l'exploitation des matières premières et la prospection pétrolière ou d'effectuer des placements à court terme mais hautement rentables dans les emprunts d'Etat russes.

«*La Russie doit entrer dans le nouveau millénaire avec de nouveaux hommes politiques*», a déclaré Eltsine en annonçant sa démission. C'était surtout une façon de donner un coup de patte aux autres candidats potentiels à la présidence, et de propulser son dauphin, dont le premier décret présidentiel a été de mettre Eltsine à l'abri de toute poursuite judiciaire pour corruption. Mais si Vladimir Poutine n'est connu du grand public que depuis sa nomination surprise, en août dernier, au poste de Premier ministre, cet ancien chef des services secrets, n'est pas beaucoup plus neuf que les autres dirigeants russes au service desquels il a grandi.

En comparaison d'eux, à en croire la presse, le nouveau venu, Poutine serait devenu l'homme politique le plus populaire de Russie. Ce serait cette seconde guerre de Tchétchénie qu'il a entamée à l'automne dernier qui aurait réussi ce miracle. La guerre a probablement permis à Poutine de faire taire les critiques de ses opposants, d'aligner derrière lui, au moins sur le terrain du soutien à la guerre, les journaux et chaînes de télévision, quel que soit le groupe qui les contrôle, et de rallier à lui une partie des chefs militaires. C'est vraisemblablement plus cela qu'une popularité nouvelle qui a valu à Poutine un succès aux dernières élections législatives. Eltsine et son entourage ont donc choisi de pousser l'avantage en avançant l'élection présidentielle à mars au lieu de juin. Mais qu'en sera-t-il dans trois mois ?

Les querelles entre les candidats au pouvoir et les coteries qui les soutiennent ne peuvent que s'accroître. Mais surtout le prolongement de la guerre de Tchétchénie, avec ses morts des deux côtés, y compris parmi les soldats russes, avec en prime les abus et la corruption des officiers, pourrait bien finir par coûter cher à son principal promoteur.

La colère de la population laborieuse de Russie aussi bien contre cette sale guerre que contre l'accroissement de la misère dont elle est victime, c'est bien le seul souhait que l'on puisse faire pour la Russie en ce début d'année.

Olivier BELIN

## Leur société

# 2% POUR LES UNS 50% POUR LES AUTRES

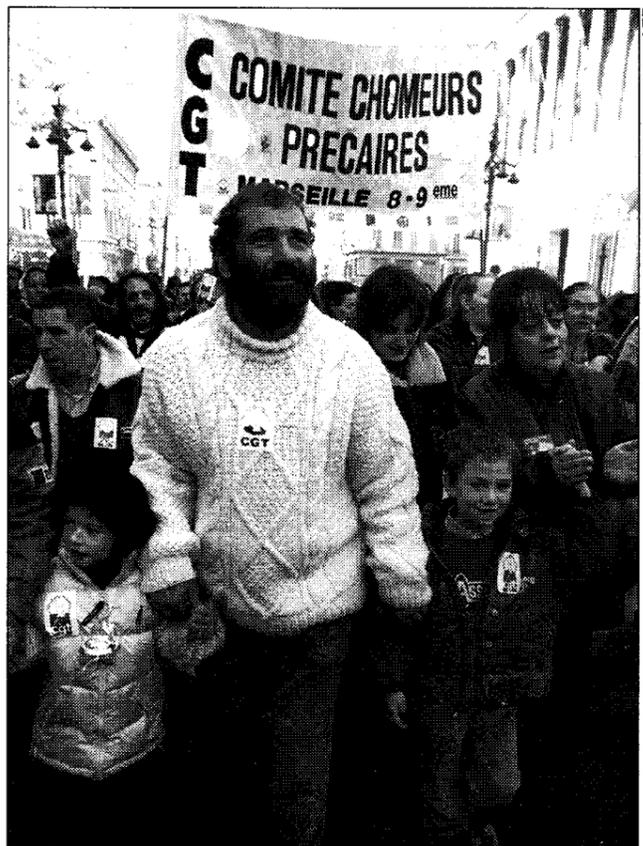
En guise de relèvement des minima sociaux, c'est une bouchée de pain que le gouvernement a accordée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2000 : 50 F d'augmentation par mois environ pour les bénéficiaires du RMI et de l'ASS, moins de 2 F par jour, même pas une demi-baguette. Ils devront désormais se débrouiller pour vivre avec 2 552 F de RMI ou 2 522 F d'ASS. Les personnes âgées sont servies à la même enseigne dans cette distribution. Les pensions de base n'augmenteront que de 0,5% et le minimum vieillesse, seule ressource des plus pauvres, sera royalement porté à 3 575 F... soit 35 F de plus !

Après cela Jospin, Chirac et autres peuvent toujours parler dans leurs vœux d'une société «*plus solidaire*», «*plus fraternelle*». Sans doute veulent-ils dire par là une

société où de plus en plus de personnes n'ont pas d'autres ressources que la charité pour survivre, une société où augmentent chaque année, parallèlement, le nombre de gens réduits à vivre de ces minima sociaux dérisoires et la quantité de repas servis par les Restaurants du Cœur.

Oui, c'est cela qu'ils nous préparent pour l'an 2000, comme les années précédentes. Et pendant qu'ils refusent d'augmenter de plus de quelques dizaines de francs les revenus de millions de pauvres, la Bourse peut fêter une hausse de plus de 50% dans l'année, ce qui veut dire que des gens déjà riches à milliards vont voir se multiplier d'autant leur fortune et leurs revenus.

Daniel MESCLA



Manifestation de chômeurs à Marseille le 8 décembre 1999. Malheureusement les mêmes seront encore les chômeurs de l'an 2000.

## Chômage

# TROMPEUSES STATISTIQUES

Les statistiques officielles concernant le chômage combleraient le gouvernement, paraît-il, de contentement. 310 000 chômeurs de moins en un an, ce serait selon Martine Aubry et ses acolytes, une baisse presque inespérée.

Mais derrière ce bilan, il reste une réalité beaucoup moins réjouissante. D'abord celle du nombre catastrophique de chômeurs réels, qui dépasse largement les 2 624 400 demandeurs d'emploi reconnus comme tels. Car nombre de chômeurs, quand ils ne sont plus indemnisés, cessent de s'inscrire à l'ANPE, même s'ils continuent désespérément de rechercher un emploi. Or ils sont de plus en plus nombreux dans ce cas. Il est impossible de dissocier cette diminution du nombre de chômeurs des données qui montrent le développement continu des formes d'emplois précaires – contrats précaires, temps partiels imposés – qui font que des tra-

vailleurs cessent d'être des chômeurs, mais restent des pauvres dont les salaires, aussi insuffisants que bien des allocations, ne permettent pas de vivre normalement.

Développement constant de l'intérim, effet statistique des emplois-jeunes sous-payés et incertains, chiffrage approximatif des conséquences de l'application des 35 heures : l'optimisme gouvernemental ne peut dissimuler que l'embellie supposée s'accompagne d'une misère croissante dans la classe ouvrière de ce pays, celle qui est au travail comme celle qui en est privée.

Vivre avec des revenus inférieurs à 3 500 F par mois est le sort d'un nombre croissant de personnes, et c'est inadmissible quand on sait que, parallèlement, la productivité du travail n'a cessé d'augmenter pour le plus grand profit d'un patronat qui diminue constamment les effectifs et les salaires.

# COHN-BENDIT ET VOYNET LES PIEDS DANS LE MAZOUT

On aurait pu s'attendre que le naufrage de l'*Erika* se traduise, en termes politiques, par un succès pour les écologistes. Enfin, à l'occasion d'une marée noire, ils auraient pu donner leur mesure et leur détermination à proposer des moyens de combattre ce type de fléau. Eh bien, on a surtout vu qu'ils ne proposaient rien de particulièrement efficace, et que, par-dessus le marché, ils avaient l'art de s'empêtrer dans leurs déclarations avec autant de grâce que des oiseaux dans le fioul.



« Total doit tout payer », très bien, il reste maintenant à faire passer le message à la ministre...

Dominique Voynet a commencé par déclarer, le 25 décembre à La Baule, qu'elle n'était « pas complètement certaine qu'il s'agisse d'une catastrophe écologique », propos pour le moins maladroits qu'elle a tenté de rattraper en comparant avec le Venezuela « où il y a vingt-cinq mille morts à la suite des inondations, c'est une vraie catastrophe et on s'y intéresse peu ». C'est exact, bien sûr, mais cela ne pouvait que hérisser les riverains du littoral atlantique qui commençaient à racler le mazout. Personne ne songeait à comparer avec le Venezuela, mais pourquoi vouloir minorer les conséquences du naufrage de l'*Erika*?

Puis, lorsqu'elle a voulu se défendre d'avoir passé quelques jours de vacances à l'île de la Réunion, elle a remué encore une bonne fois le gou-

dron en déclarant : « Les pêcheurs blancs de l'île-d'Yeu méritent-ils plus d'attention que les pêcheurs un peu bronzés des Antilles ? » (l'île de la Réunion, soit dit en passant, se trouve dans l'océan Indien...).

Bref, alors que la ministre de l'Environnement n'avait strictement rien fait en faveur de l'environnement (de toute manière, elle ne dispose d'aucun moyen pour cela), son rôle s'est donc limité à quelques gaffes, qui ont provoqué la consternation chez les Verts parlant des « erreurs de communication du ministère ».

Là-dessus, Cohn-Bendit a tenté de relativiser les paroles de la ministre, en déclarant qu'« elle a couru derrière en se trompant d'explications : ça peut arriver à tout le monde ». Et d'ajouter : « Elle a eu une réaction d'infirmière

dans une situation de catastrophe ». Quand on se souvient que Dominique Voynet est médecin, on appréciera la « gentillesse » de Cohn-Bendit.

Une gaffe chassant l'autre, celle de Cohn-Bendit est en train de faire oublier celles de la ministre. Mais au fond, s'agit-il de gaffes, et non pas plutôt du naturel qui ressort ? Cohn-Bendit a manifestement une piètre opinion des infirmières et du « petit personnel » en général. Lui se situerait plutôt à l'étage éthéré des oracles donneurs de conseils.

Pour le moment les Verts sont donc empêtrés à essayer d'effacer les déclarations polluantes de leurs représentants.

Mais si on gratte justement derrière ces mini-scandales verbaux, on se rend compte que le programme des écologistes concernant les transports pétroliers est à peu près inexistant. Certes les Verts proposent de boycotter TotalFina (comme Philippe de Villiers d'ailleurs) et ils réclament une redéfinition des responsabilités entre les compagnies pétrolières et les armateurs. Mais cela ne va pas bien loin. Après tout les dirigeants des grands États ne seraient pas hostiles à « moraliser » la profession pour éviter les marées noires. Mais cela dépend, depuis des décennies, du bon vouloir des capitalistes du pétrole auxquels ils ne veulent pas faire de peine.

Comment faire en sorte que des catastrophes du genre de l'*Erika* deviennent impossibles, voilà ce qui serait intéressant de discuter. Seulement, pour cela, il faudrait s'attaquer avec un peu de fermeté au capitalisme lui-même qui a absolument les mains libres en matière de transports maritimes, comme pour tout le reste.

Pendant la période du naufrage de l'*Erika*, combien de pétroliers brinquebalants sont-ils passés dans le « rail d'Ouessant » ? Par quels bateaux, en ce moment-même, est transporté le pétrole de TotalFina (et des autres marques

bien sûr) ? On peut espérer que le trust choisit en ce moment les pétroliers qu'il loue avec un peu plus de discernement. Mais au fond, nul n'en sait rien, et nul ne veut se donner les moyens de contrôler et de contraindre les dirigeants de TotalFina et leur semblables.

Sur tous ces problèmes, les Verts sont muets, et ce n'est pas la ministre du gouvernement Jospin qui va partir en guerre contre le capital, fut-il pollueur. Alors TotalFina n'a pas grand chose à craindre avec des adversaires de cette taille, et Dominique Voynet et Cohn-Bendit peuvent continuer à bavarder, ça n'a aucune importance...

André VICTOR

## ET LA TERRE CONTINUE DE TOURNER

Le bogue, qui risquait de bloquer les ordinateurs et de provoquer des catastrophes en série lors du passage au 1<sup>er</sup> janvier 2000, eh bien, il n'a pas eu lieu.

Il n'était question que de ça depuis des mois. Pour y faire face, on aurait dépensé dans le monde 600 milliards de dollars ! Bien plus que le budget de la France. Sans que cela se voie, en tout cas sans perturber la bonne marche de l'économie.

Alors quand les patrons prétendent qu'augmenter les salariés ou embaucher à un salaire décent, cela mettrait l'économie en péril...

## UN MALHEUR EN OR

Les tempêtes qui se sont abattues sur le pays n'ont pas fait que des dégâts et des malheureux.

A la Bourse, les actions des sociétés du bâtiment, de fournitures pour les télécoms, de bricolage ont réalisé un feu d'artifice. BHV, Bricorama, Ciments Lafarge, Castorama, Saint-Gobain, Alcatel, Alstom... ont gagné de 4 à 10% en quelques jours. Le malheur n'est pas encore coté en Bourse, mais ça viendra. En tout cas, il rapporte déjà gros.

## PAVILLONS DE COMPLAISANCE ET CAPITAL COMPLICE

On reparle beaucoup depuis le naufrage de l'*Erika* des pavillons de complaisance, et on désigne à la vindicte générale ces pelés et galeux de Maltais et autres Libériens ou Panaméens qui accueillent des navires-poubelles qui sont la honte des mers.

Certes, mais ce ne sont tout de même pas les faméliques capitalistes maltais, libériens, etc. qui sont à l'origine de ce système. Ce sont des capitalistes américains, britanniques, français et autres qui sont les inventeurs et les profiteurs de la complaisance.

Les pavillons de complaisance permettent d'échapper à la législation plus ou moins contraignante des grandes puissances. Ils permettent également d'échapper à la fiscalité de ces mêmes États. Et

pour finir, ils autorisent à faire naviguer des équipages à bas prix, parfois inexpérimentés.

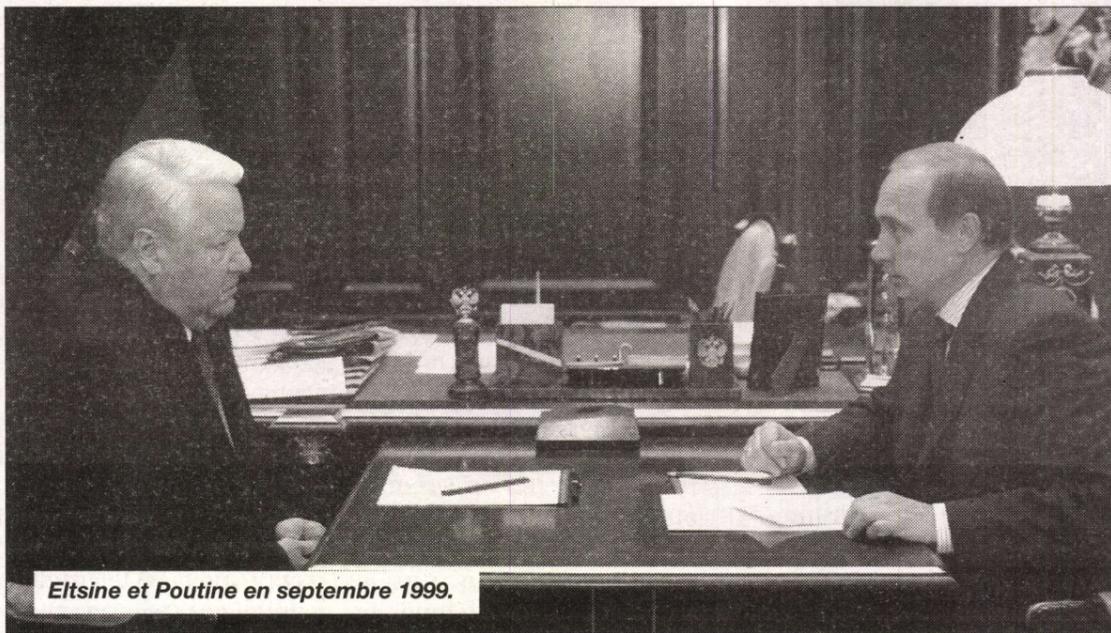
Les navires sous pavillons de complaisance ne sont pas nécessairement des navires au rebut. Il y a souvent parmi eux des unités toutes neuves, ultra-modernes, avec tous les équipements de sécurité, doubles coques et autres. Mais même dans ce cas, les compagnies d'armement y gagnent sur le plan de la fiscalité et du salaire des équipages.

En tout cas, ce n'est pas à Malte ou au Libéria qu'il faut chercher les responsables, mais à New York, Londres, Paris, etc., comme l'ont d'ailleurs très bien montré les relations entre TotalFina le véritable patron en l'occurrence – et les propriétaires – fantômes de l'*Erika*.

Russie

# ELTSINE PASSE LA MAIN À POUTINE

Huit a



Eltsine et Poutine en septembre 1999.

**Le 31 décembre, Eltsine décidait d'abandonner la présidence de la Fédération de Russie et de nommer président par intérim son Premier ministre Poutine. Cela faisait déjà des mois qu'il guettait une occasion de passer la main.**

Largement discrédité dans la population, n'ayant qu'un pouvoir de plus en plus contesté au sein de la caste dirigeante, il aurait, selon les rumeurs, engagé des pourparlers en ce sens avec les clans du pouvoir russe après l'effondrement financier d'août 1998, négociations n'ayant pas abouti.

En effet, le problème d'Eltsine et de son clan rapproché, « la Famille », n'était pas de trouver un remplaçant au président en titre – de ce côté-là, c'était le trop-plein – mais que ce dernier offre assez de garanties au partant et à son entourage.

Après le krach de 1998, le Premier ministre Primakov aurait ainsi proposé une immunité judiciaire à Eltsine, qui aurait mis hors d'atteinte de la justice les sommes fantastiques accumulées par la Famille durant les deux mandats présidentiels d'Eltsine. Mais, visiblement, le clan Eltsine n'a pas eu confiance : Primakov avait été imposé comme Premier ministre par une Douma (Chambre des députés) dominée par des partis et clans opposés au Kremlin. On l'avait bien vite constaté quand Primakov avait laissé la bride sur le cou à la presse pour révéler d'énormes scandales de détournements de fonds et de blanchiment d'argent dans lesquels Eltsine et son entourage ont fait fortune, et aux juges pour ouvrir des enquêtes à ce sujet. Des mandats d'arrêt avaient même été

signés contre des membres de la Famille, dont l'affairiste et conseiller d'Eltsine, Berezovski. Dans cette ambiance de fin de règne, la Douma lança la procédure de destitution d'Eltsine. Faute d'avoir voulu l'empêcher, Primakov fut renvoyé par Eltsine.

Son successeur, Stépachine, ne fit qu'un passage éclair au poste de Premier ministre. Il n'avait pas réussi, lui, à empêcher que deux des principaux clans du pouvoir (ceux de Primakov et du maire de Moscou, Loujkov) ne s'unissent et ne se positionnent pour emporter (tous les sondages le pronostiquaient) le scrutin législatif de mi-décembre. Cela aurait placé le tandem Primakov-Loujkov en situation de gagner la toute prochaine élection présidentielle et de demander des comptes, au propre comme au figuré, à un clan Eltsine qu'il aurait chassé du pouvoir.

Nommé Premier ministre en août dernier pour sauver la mise à la Famille, Poutine y aura apparemment réussi. Dès sa prise de fonctions, il entreprit de préparer la guerre contre la Tchétchénie, guerre conçue comme une vaste entreprise de diversion. Il s'agissait, et de détourner l'attention de l'opinion publique en expédiant aux oubliettes les révélations de la presse sur les turpitudes du clan Eltsine, et de forcer la main aux autres clans du pouvoir, à l'origine de ces campagnes médiatiques, en les obligeant à se montrer solidaires du pouvoir central au nom d'une prétendue lutte contre le « terrorisme tchétchène ».

La campagne militaire déclenchée par Eltsine-Poutine prit le pas sur la campagne électorale. Et, sans grande surprise, le « parti du président » remporta les législatives puisqu'il apparaissait comme le parti de la guerre, une guerre soutenue par tous les partis et clans

de la bureaucratie dirigeante au nom du « patriotisme ». Disposant désormais d'une majorité hétéroclite mais suffisante à la Douma et d'un Premier ministre auréolé de sa victoire militaro-électorale, Eltsine pouvait respirer.

Il pouvait démissionner et introniser son successeur avec le moins de risques possible, d'autant que, dans la foulée, il raccourcissait au maximum les délais d'ici au scrutin présidentiel afin d'offrir un maximum de chances à son poulain d'être élu, et donc confirmé à son poste, en profitant de la situation actuelle.

Bien sûr, si la guerre en Tchétchénie s'enlise, si le nombre des soldats russes tués au front augmente, rien ne dit que l'opinion publique ne se retournera pas contre Poutine. C'est pour cela qu'Eltsine a avancé de trois mois la date de l'élection présidentielle, en espérant que, d'ici là, la guerre n'aura pas sapé la popularité relative de Poutine auprès d'une partie de l'électorat.

Mais un tiens vaut mieux que deux tu l'auras : c'est dès sa prise de fonctions que le président par intérim a promulgué un décret garantissant l'immunité judiciaire à vie au président sortant contre tout risque d'arrestation, fouille, perquisition et interrogatoire dont lui et ses proches auraient pu être l'objet. Avec cynisme, Poutine avouait ainsi en quelque sorte n'avoir été choisi que pour assurer l'impunité aux voleurs se trouvant au pouvoir. Et pour en arriver là, pour sauver les 15 milliards de dollars détournés qu'Eltsine aurait sur des comptes rien qu'en Suisse (à en croire ce que révèle l'hebdomadaire américain *Newsweek*), il aura fallu au clan au pouvoir précipiter la Tchétchénie – et les fils des travailleurs de Russie – dans l'horreur d'une nouvelle guerre.

Pierre LAFFITTE

**Dès l'annonce qu'Eltsine tirait sa révérence, les dirigeants occidentaux ont fait savoir tout le bien qu'ils pensaient de lui. Premier entre tous, Clinton y alla d'un hommage appuyé. A l'en croire, les historiens retiendront d'Eltsine qu'il fut « celui qui guida la Russie sur le chemin de la démocratie ».**

Qu'Eltsine ait pu guider quoi que ce soit a de quoi faire sourire : l'image de l'ivrogne titubant devant les caméras n'est pas précisément celle d'un « guide ». Mais elle reflète assez bien l'état de débilité et d'impuissance de ce qu'est devenu le pouvoir dans la Russie actuelle : un pouvoir partant à vau-l'eau, en proie aux intrigues et aux luttes incessantes à son sommet même, contesté dans les régions par les chefs de la bureaucratie.

Quant au pays, il est exsangue. Sa population survit avec des salaires et pensions de misère versés, quand ils le sont, avec des mois de retard. Son économie est en ruine, pillée de façon effrénée par tous ceux qui détiennent une parcelle du pouvoir.

Depuis des années, des centaines de milliers de bureaucrates, usant de leur position pour piller les entreprises, les ressources du pays et les caisses de l'Etat, s'empressent de

mettre leur butin à l'abri sur des comptes numérotés en Suisse ou dans les paradis fiscaux off-shore. Ils sont persuadés en effet qu'un jour ou l'autre la population pourrait leur demander des comptes et, en attendant, guère plus confiants dans l'avenir de la Russie de « marché » que leurs dirigeants prétendent construire.

Ces bureaucrates-affairistes sont d'ailleurs bien placés pour savoir que leur propre activité n'est que destructrice, fondée sur le pillage pur et simple de toute la société. Les révélations des mois derniers sur ce que l'on a appelé le « Russiagate » (les détournements de fonds à grande échelle par Eltsine, son clan et de hauts dignitaires du pays), pour impressionnantes qu'elles soient, ne donnent qu'une idée, limitée au sommet de la caste dirigeante, de l'ampleur de la mise à sac du pays par la bureaucratie et son régime.

## La démagogie et le chaos eltsiniens

Dirigeant de ce régime, Eltsine vint au pouvoir au tournant des années quatre-vingt-dix, quand les luttes au sommet du pouvoir soviétique lui permirent d'écarter celui qui l'incarnait, Gorbatchev. Pour y parvenir, ce haut bureaucrate, ancien membre du Bureau Politique, s'était fait élire à la tête de la Russie en s'appuyant sur la soif d'enrichissement rapide de la bureaucratie et de la petite bourgeoisie du pays, leur pro-

Des mineurs bloquent une voie ferrée à l'entrée de la ville de Prokopiévsk, pour protester contre le non-paiement de leurs salaires.



# Années de régime eltsinien

mettant d'être celui qui leur laisserait la bride sur le cou. Eltsine trouva en cela l'appui d'autres dirigeants de républiques soviétiques, intéressés à se libérer de la tutelle du « centre » pour conforter les fiefs que les uns et les autres s'étaient constitués depuis des années à l'intérieur de l'Union Soviétique.

Le résultat de cette démagogie, qu'Eltsine et ses pairs déployèrent au nom du « marché » et de la « démocratie », fut l'éclatement puis la disparition de l'État soviétique, et finalement l'enfoncement dans une crise permanente et multiforme de ce qui avait été un État unifié de près de 300 millions d'habitants.

L'émiettement et l'affaiblissement du pouvoir, les conflits entre clans rivaux se transformant en guerre ouverte dans certaines républiques et l'installation du chaos partout dans le plus vaste pays au monde, cela n'avait rien pour rassurer les chefs d'État occidentaux. D'autant qu'aucune autorité ne semblait émerger qui puisse y mettre bon ordre – le sien et le leur, cet « ordre mondial » dont les dirigeants de l'impérialisme savaient ne pas être en mesure de pouvoir le faire respecter en ex-URSS.

Alors, ils firent contre mauvaise fortune bon cœur. Puisque les Eltsine et compagnie se revendiquaient du « marché », cher au cœur de la bourgeoisie mondiale, et qu'en prime ils se disaient « démocrates », l'Occident ne se fit pas prier pour applaudir.

Dans ces années 1992-1993, que n'a-t-on lu et entendu dans les médias ou les dis-

cours officiels sur l'avenir radieux qui se serait ouvert en Russie ! On allait y connaître le bonheur, la démocratie et le « marché », tout cela étant lié, forcément, aux dires des tenants du système capitaliste.

Sur place, ceux qui, parmi la population, auraient pu avoir des illusions, les perdirent dès les premières « réformes » du régime. Dès 1992, la population vit son pouvoir d'achat divisé par deux ou trois.

Mais ici, même ceux qui avaient été les plus chauds partisans du régime eltsinien ont fini par en rabattre de leurs louanges. Que le régime fasse reculer de manière dramatique le niveau de vie de la population, ce n'était pas pour les choquer. Qu'il pille l'économie non plus. L'impérialisme n'agit pas autrement, et d'abord dans le Tiers Monde. Quant à la première guerre de Tchétchénie, les dirigeants occidentaux y voyaient une « affaire intérieure » russe. Ils n'allaient pas lui retirer pour autant leur soutien. Et même si, en 1993, il avait réglé à coups de canon la fronde des députés et incendié le Soviet Suprême, Eltsine restait pour eux un « démocrate »... puisqu'il organisait périodiquement des élections.

## La bourgeoisie impérialiste dans l'expectative

Mais ce qui a commencé à inquiéter les dirigeants de la bourgeoisie mondiale, c'est que cette prétendue « démocratie » eltsinienne, aussi musclée soit-elle, ne parvenait pas à restaurer un minimum d'ordre, y compris au sein de la couche dirigeante. Cette dernière pouvait bien invoquer le « marché » et la « démocratie », avec autant de conviction qu'auparavant elle se prétendait « communiste », il n'était que trop évident que son seul véritable slogan était : « Après nous, le déluge ! » L'État russe était impuissant à se faire obéir même de son propre appareil, incapable de faire respecter ses lois, d'assurer la propriété privée malgré un vaste programme de privatisation de l'ensemble de l'économie.

Accueillies par des hourras en Occident, ces privatisations ont certes démantelé

La Russie rejoint le Tiers Monde : des sans-abri fouillent dans une décharge d'ordures.



l'économie étatisée, mais elles ont surtout paralysé l'économie et plongé le pays dans une crise encore plus profonde. Et puis, les capitalistes occidentaux se sont vite persuadés par leur propre expérience (par exemple, quand ils envisageaient d'investir, comme ils disent, en Russie) que l'économie russe, privatisée ou pas, si elle ne fonctionnait plus selon les règles du régime précédent, ne fonctionnait toujours pas non plus selon celles communes au monde de la bourgeoisie dans le reste de la planète. Quand les entreprises n'ont pas simplement cessé de fonctionner, elles le font d'une façon où, derrière un gangstérisme affiché, apparaissent des rapports faisant dépendre la richesse du pouvoir politique, et non l'inverse comme dans le reste du monde. La lutte au sommet

et à tous les niveaux de la bureaucratie pour contrôler un pouvoir garant d'enrichissement est devenue un trait permanent de la vie politique russe, et la source d'une crise et d'une instabilité politiques non moins permanentes.

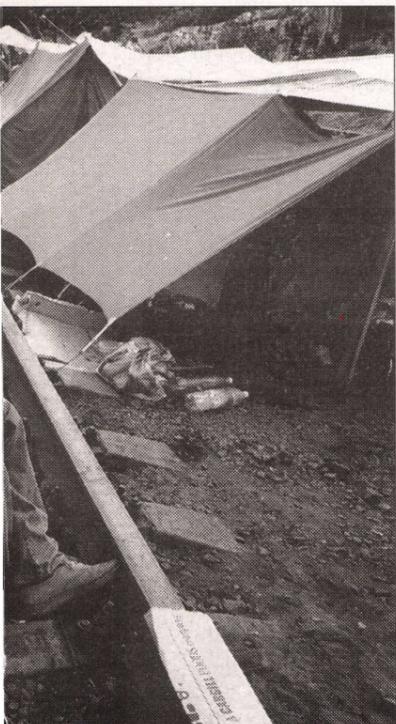
Le krach financier de l'été 1998 a été, lui, la conséquence du pillage débridé du pays par la bureaucratie. Il a encore un peu plus paralysé l'économie et beaucoup plus encore appauvri la population laborieuse. Il a également balayé la mince couche d'une petite bourgeoisie dans laquelle l'Occident voyait l'embryon d'une base sociale pour l'instauration et la stabilisation du « marché »,

sinon de la « démocratie ». Des promesses du régime eltsinien auxquelles les dirigeants du monde occidental avaient dit vouloir croire, il ne restait plus rien. Sauf Eltsine lui-même et un pays dévasté, avec une économie en ruines. Et maintenant, en plus, une nouvelle guerre à ses frontières.

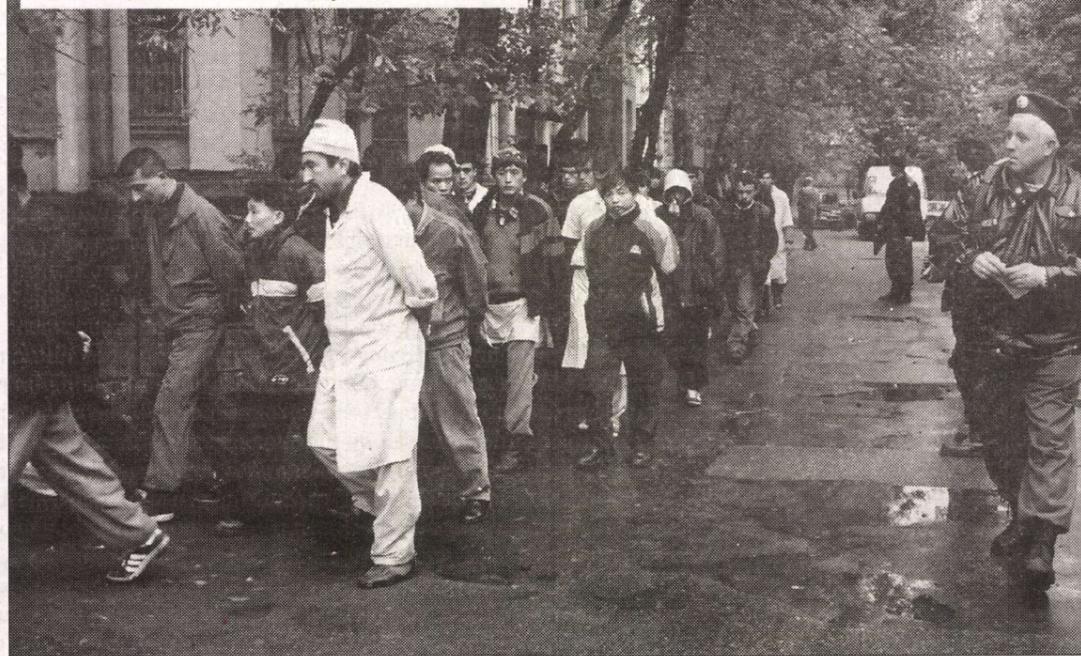
C'est sans doute ce bilan, dramatique pour l'immense majorité de la population, qui a valu à Eltsine, de la part des dirigeants occidentaux, le concert d'adieux et de louanges que l'on sait. On a les félicitations que l'on mérite...

P. L.

voir en page 10 la suite de nos articles sur la Russie



Un aspect de la politique du régime : rafle de Caucasiens à Moscou en septembre 1999.



# LES « QUALITÉS » DE POUTINE

A en croire le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, le nouveau président russe serait « un homme de qualité ». A chacun ses références.

Poutine, pour ne considérer que les six mois qu'il a passés au poste de Premier ministre, n'a jamais à son actif « que » le déclenchement d'une guerre qui a déjà tué des milliers de civils et un millier de soldats russes (selon une estimation de l'Union des comités des mères de soldats de Russie), qui a réduit en cendres

des dizaines de bourgs de Tchétchénie et qui menace de rayer de la carte la capitale de ce pays. Ce sont sans doute des brouilles aux yeux d'un homme d'Etat occidental que ne gênaient pas les « dommages collatéraux » des armées de l'OTAN (dont des forces françaises) en Yougoslavie et qui aurait mauvaise grâce à reprocher aux dirigeants russes de faire, dans le Caucase, ce que leurs homologues occidentaux infligeaient aux Balkans, il y a quelques mois.

## La « démocratie » au son du canon...

Dans l'appréciation de Védrine sur Poutine, il y a tout cela. Mais il y a aussi le coup de chapeau de gouvernants occidentaux qui jugent en connaisseurs la performance de Poutine relayant Eltsine, en prenant à contre-pied leurs rivaux, et en habillant leur manœuvre d'un certain décorum électoral. Des législatives remportées à l'issue d'une campagne plus militaire qu'électorale, une classe politique au garde-à-vous, une passation de pouvoirs dans la foulée, une élection présidentielle anticipée pour couronner le tout, ce serait du grand art « démocratique »...

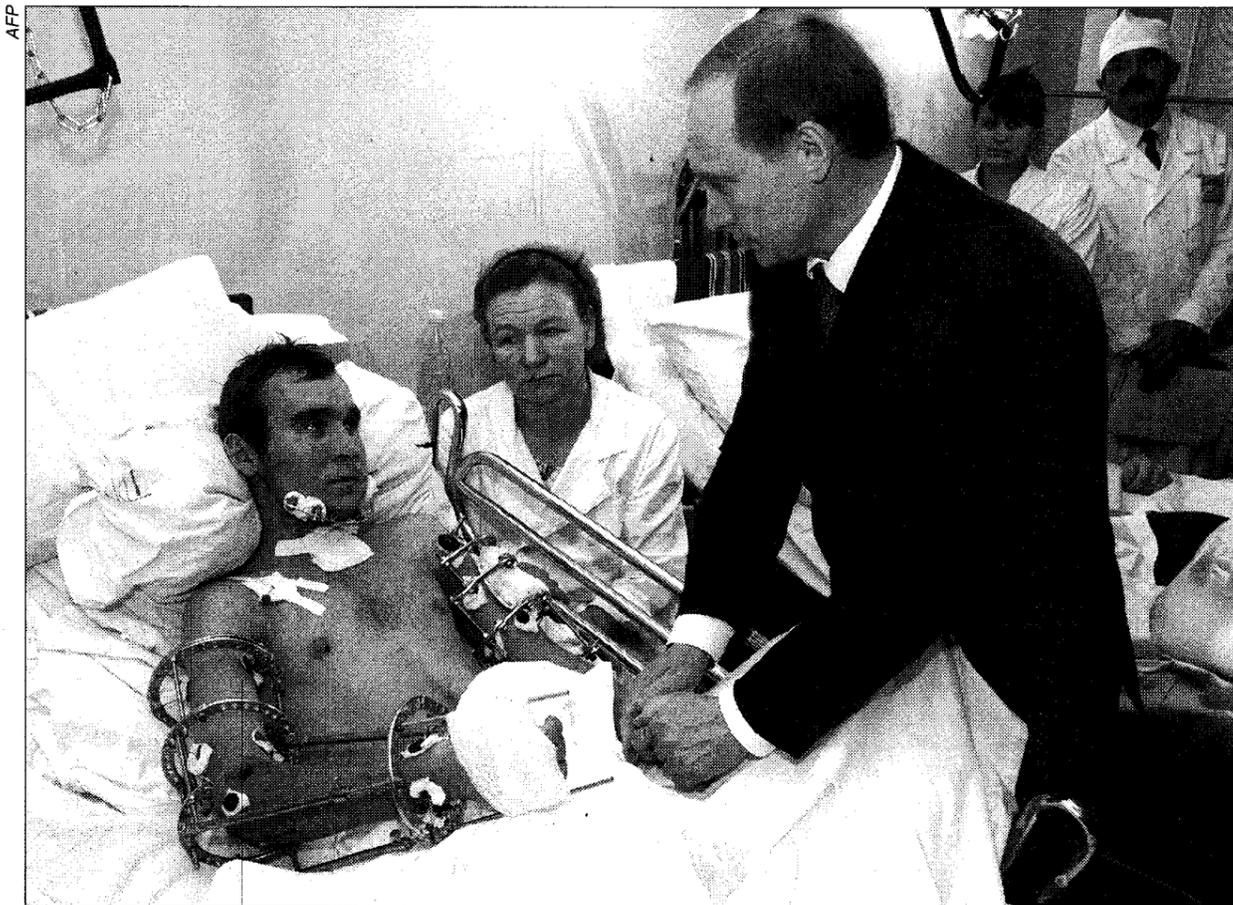
Quant à Poutine, il serait tout à fait qualifié pour reprendre le flambeau d'Eltsine, et même encore plus que son prédécesseur, si l'on s'en remet aux commentaires de toute une partie de la presse d'ici.

## ... et version KGB

En effet, nombre de journalistes ont brodé sur le fait que son passé de colonel du KGB, puis de ministre du FSB (le nouveau nom du KGB), mettrait Poutine en situation de connaître le monde occidental. Et, nous dit-on, d'avoir assimilé de l'intérieur (en tant qu'espion ayant séjourné une quinzaine d'années en Europe de l'Ouest du temps de l'URSS) les règles de fonctionnement du « marché » et de la « démocratie ».

Sur leur lancée, des commentateurs enthousiastes ont même rappelé que les deux précédents Premiers ministres d'Eltsine, Primakov et Stépachine, avaient également dirigé les « organes » (nom russe des services spéciaux et plus largement du KGB-FSB), qu'Andropov,

**Poutine au chevet d'un soldat russe blessé en Tchétchénie. Poutine peut bien remercier ceux qui ont contribué à l'installer au pouvoir!**



successeur de Brejnev et « parrain » de Gorbatchev, avait dirigé le KGB des années durant. Certains ont même évoqué Béria, de sinistre mémoire, qui n'aurait pas été que l'âme damnée de Staline, l'ordonnateur de la terreur de masse stalinienne et l'exécuteur de ses basses oeuvres en tant que chef du KGB... mais un « réformateur » avant la lettre ! En Russie, certains réclament bien la réhabilitation de l'assassin en chef Béria et ont déjà obtenu celle de ses principaux adjoints, pourquoi être plus royaliste que le roi ? Quant au passé, autant le réécrire. Surtout quand on sait que certains des dirigeants et journalistes occidentaux qui se pâment devant un Poutine, pur produit du KGB, faisaient, il y a peu encore, de ce même KGB le symbole de ce que Reagan appelait « l'empire du mal ».

En fait, que la bureaucratie eltsinienne s'en remette à de tels hommes n'a rien d'étonnant. C'est sa façon de respecter ses propres traditions. C'est

surtout révélateur de la faiblesse de l'Etat russe actuel, car son sommet n'a guère d'autres points d'appui que ce KGB qui a été le pilier de la dictature et qui contrôlait tout et tous.

Le pouvoir d'Eltsine n'a cessé de se voir contesté, au sommet par des clans rivaux et dans les provinces par les chefs locaux de la bureaucratie. Ce n'est donc pas un hasard s'il a tenté d'exercer quand même un certain contrôle sur le pays et sur son propre appareil d'Etat par le canal de la seule institution – le parti unique dit communiste, qui remplissait aussi ce rôle, ayant disparu avec l'URSS – dont c'est la fonction. C'est sur elle que le Kremlin comptait pour se protéger quand il était aux abois ces derniers temps. C'est par ce biais qu'il a multiplié les coups tordus, en faisant paraître dans la presse des dossiers compromettants sur ses principaux rivaux, en manipulant des groupes terroristes, voire en faisant organiser par les « organes » les attentats de l'automne afin de terroriser la population et de lui faire accep-

ter la course à la guerre.

Le KGB-FSB n'ayant pas été à l'abri des rivalités de pouvoir qui ont affaibli le pouvoir central, cela s'est parfois retourné contre le Kremlin, comme du temps de Primakov, ou s'est révélé inefficace avec Stépachine. Avec Poutine, cela a mieux réussi à Eltsine pour ce qui est de préserver les principaux intérêts de la Famille. Pour le moment en tout cas car, une fois au pouvoir, rien ne garantit que Poutine restera solidaire du clan qui l'a fait « tsar ».

## Du clan Eltsine au clan Poutine ?

Il n'y a pas si longtemps, Poutine avait lié sa carrière à celle du maire de Saint-Petersbourg, Sobtchak. Quand des clans adverses menacèrent ce dernier de prison pour corruption et prévarication (il se réfugia deux ans en France), Poutine laissa tomber Sobtchak. Mais il garda, bien sûr, la pelote accumulée

en tant que maire-adjoint chargé des entreprises, du commerce et des privatisations à Saint-Petersbourg.

C'est à un tout autre niveau que Poutine va pouvoir maintenant exercer ses « qualités ». Certes, il doit compter avec la Famille qui a permis son ascension. Mais à terme, lui et ses hommes (en particulier des chefs du KGB reconvertis dans les « affaires » protégées par les hommes de l'ombre) risquent d'entrer en concurrence avec des dirigeants devant leur fortune à Eltsine. En tout cas, à peine signé le décret accordant l'immunité à Eltsine, Poutine a prié sa fille et deux autres membres éminents de la Famille de débarrasser le plancher du Kremlin. Dans la perspective du prochain scrutin présidentiel, peut-être pas aussi joué d'avance qu'on le prétend si la guerre de Tchétchénie tourne mal pour Poutine, celui-ci aura intérêt à ne pas trop apparaître aux électeurs comme une créature du clan Eltsine.

P. L.

## Conseil régional de Champagne-Ardenne

# DES SUBVENTIONS AUX PROFITS DES GRANDES ENTREPRISES

**Le Conseil régional de Champagne-Ardenne a voté mi-décembre son budget pour l'année 2000. Au cours du débat sur le développement économique, c'est-à-dire en fait les aides que la Région donne aux entreprises, une nouvelle fois ce budget est en hausse.**

**Comme toujours, c'est sous prétexte de créer des emplois ou aider des petites entreprises que ces aides sont données. Dans les faits, il en est tout autrement.**

Notre camarade Thomas Rose, conseiller régional de Lutte Ouvrière est intervenu à ce propos en relevant notamment : « *Votre politique économique continue à financer des grands groupes. Ainsi, lors de la commission permanente du 6 décembre, vous avez notamment aidé avec d'autres collectivités le groupe Mac Cain pour son implantation à Matougues dans la Marne. En tout, c'est plus de 55 millions de francs publics, dont 5 millions par la Région, qui sont apportés à cette multinationale, ce qui représente 290 000 francs par emploi créé.* »

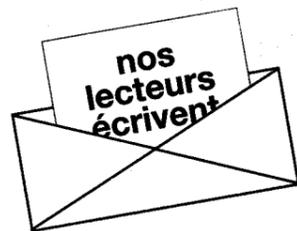
Toujours au mois de décembre, la région Champagne-Ardenne et d'autres collectivités ont encore aidé pour 12 millions de francs le groupe Leclerc par le biais d'une de ses filiales pour la création d'une nouvelle plate-forme logistique. Parmi les actionnaires de cette société, on retrouve notamment une des grosses fortunes de la région, propriétaire de plusieurs magasins. Le patronat des magasins Leclerc est bien connu des militants ouvriers comme étant un patronat de choc n'hésitant pas à licencier les militants syndicaux. Au centre logistique déjà existant, une rencontre avec les militants des syndicats a permis à notre camarade de se rendre compte que les licenciements abusifs et les pressions sur le personnel étaient monnaie courante.

Une autre société a bénéficié de subventions : il s'agit d'Alcatel, qui souhaite s'agrandir dans le département des Ardennes. L'an dernier cette entreprise

avait annoncé 15 milliards de francs de profits et 12 000 suppressions d'emplois en 1999 et 2000. Depuis 1995, c'est 30 000 emplois qui ont été supprimés par ce groupe. Le plan de suppressions actuel comporte notamment la fermeture de plusieurs sites en Europe, dont un à Reims employant 103 salariés et donc situé dans la Région. Notre camarade a déclaré à ce propos : « *Il est choquant que la Région et d'autres collectivités financent pour 1 million de francs une partie de l'extension d'Alcatel à Fumay, alors que dans le même temps il licencie en France mais aussi en Europe. Vous évoquez dans votre rapport la possibilité pour des dizaines de salariés de Reims de bénéficier prioritairement d'emplois sur le site de Fumay. Sachez qu'à ce jour seuls 3 ont accepté le transfert. Contrairement à ce que vous dites, vous continuez à aider des grands groupes qui non seulement font des bénéfices mais licencient. Je réaffirme aujourd'hui qu'il faut arrêter de subventionner le patronat avec l'argent public, et créer les centaines de milliers d'emplois qui font aujourd'hui défaut dans les services publics utiles à la population.* »

Le président de la Région a justifié cette aide en disant que c'était pour préserver le site, car Alcatel prévoit une nouvelle restructuration dans 5 ans ! Le Parti Socialiste est lui aussi intervenu pour défendre cette subvention à Alcatel, en mettant en avant la création d'emplois dans une région fortement touchée par le chômage ! L'extension doit créer 119 emplois sur 3 ans, mais cela fait bien longtemps que l'entreprise fonctionne avec une moyenne de 70 intérimaires. Et, avec la fermeture des centres, c'est 100 à 150 intérimaires qui travaillent aujourd'hui sur le site. Alors, la création d'emplois...

En fin de compte, les collectivités publiques financent simplement les profits d'Alcatel. Mais lorsque notre camarade est intervenu pour défendre l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices, sous peine d'expropriation, cette déclaration a déclenché une levée de boucliers générale, du Parti Socialiste à l'extrême droite !



## CPAM de Paris

# RIEN NE VA PLUS !

En tant que lecteur salarié de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris (CPAM 75), je tiens à vous informer de la situation catastrophique qui se développe depuis plusieurs mois.

Les 7, 11, 14 et 27 octobre 1999, les salariés de la Caisse de Paris se sont mis en grève à l'appel des organisations syndicales pour réclamer des embauches en CDI et pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail.

Au cours des entrevues avec le ministère, à la CNAM, au Conseil d'administration et à la direction générale, il est apparu clairement qu'une volonté de leur part existait pour appliquer une politique de réduction des coûts de gestion de la Caisse de Paris. Fin novembre, 449 141 dossiers étaient en solde (non traités). Les réclamations à la même date variaient, selon les centres, de 0 à 6 585.

Comment en est-on arrivé là ?

C'est le résultat des changements incessants de logiciels informatiques, des suppressions de postes et de l'augmentation de la charge de travail. Mais, comme si tout cela ne suf-

fisait pas, la direction générale vient de présenter un plan de départs en préretraite pour tous les agents et cadres âgés de 56 ans et 2 mois (plan s'appliquant sur 2000/2001/2002).

A la situation décrite ci-dessus s'ajoutent donc des possibilités de départs chiffrées à 297 dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000, puis à 351 en 2001 et 2002 (soit au total 648). La direction a indiqué qu'elle entendait procéder à une embauche pour trois départs.

Dans ce contexte, comment intégrer la CMU (Couverture Maladie Universelle), dont les bénéficiaires demandent une attention toute particulière et un accueil adapté, nécessitant beaucoup de temps ?

Aussi les questions que se posent les collègues sont les suivantes :

- Comment va-t-on remplir nos missions auprès des assurés sociaux ?

- Y aurait-il une volonté délibérée de mettre notre organisme en péril ?

A n'en pas douter, la mobilisation sera à nouveau nécessaire sur la CPAM de Paris !

Un lecteur (Paris)

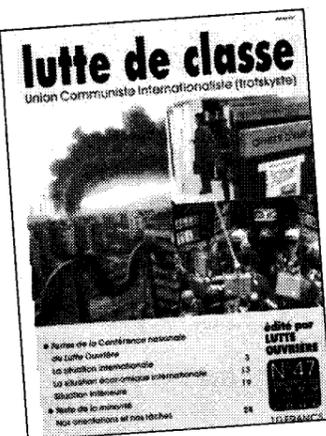
## LUTTE DE CLASSE N° 47

(décembre 1999 - janvier 2000)

### Au sommaire :

Textes adoptés par la conférence nationale de Lutte Ouvrière

- La situation internationale
- La situation économique internationale
- La situation intérieure



Texte proposé par la minorité

- Nos orientations et nos tâches

Prix : 10 F - envoi contre 12 F en timbres

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

### NE LAISSONS PAS FAIRE

La direction de l'usine Ponts aurait l'intention de supprimer les fabrications des cages de roulement, moyeux, cames et freins, ainsi que des corps d'essieux, pour les sous-traiter. Cela représenterait 70 emplois supprimés à l'usine.

Une fois de plus c'est la logique du profit qui pousse RVI à « externaliser » ce qui n'est pas assez « rentable » d'après ses critères. Bien sûr, les premières victimes de ce plan, ce seront les intérimaires et ensuite les compagnons de RVI qu'on va balader à droite et à gauche au mépris des conditions de travail, des qualifications ou des rémunérations.

L'exemple récent de la forge nous montre que la direction est prête à nous marcher dessus pour maintenir ses profits. L'exemple des forgerons nous montre aussi qu'en se mobilisant, on peut donner à la direction du fil à retordre.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Renault Véhicules Industriels - Vénissieux*

### IL Y A DU TRAVAIL POUR TOUT LE MONDE

La direction du CTC prend prétexte du fait qu'elle va appeler de 14 à 20 reçus au dernier concours pour ne pas renouveler les CDD à la fin décembre.

Le gouvernement continue à parler des emplois créés par les 35 h, mais la direction de La Poste montre comment elle traduit cela dans la pratique : virer les uns pour faire de la place aux autres.

Pourtant, il y a largement assez de boulot pour accueillir les nouveaux et garder ceux qui travaillent déjà au CTC.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - La Poste Paris-Louvre*

### MARÉE JAUNE

Au service messagerie, complètement englouti sous des tonnes de paquets, la cote

d'alerte a été atteinte la semaine dernière.

Des camions venant des centres de tri ont été renvoyés avec leur chargement. Des centaines de paquets de VPC ont été avisés d'office et donc dispatchés dans les bureaux satellites où les usagers devaient aller les chercher eux-mêmes.

Cette marée jaune, pas plus que la marée noire, n'a quelque chose de naturel. Elle est due à l'incurie des responsables, plus soucieux d'accroître les bénéfices en rognant sur les effectifs que de garantir un service public digne de ce nom.

### GONFLÉ !

Nombre de paquets avisés d'office contenaient des cadeaux de Noël. Pour faire passer la pilule aux usagers, la direction a fait joindre aux avis de passage une lettre dans laquelle elle précise que « des difficultés conjoncturelles ne nous permettent pas de distribuer votre colis à votre domicile ».

Camoufler le manque d'effectifs dont La Poste est responsable par des « difficultés conjoncturelles » - sous-entendu indépendantes de notre volonté - c'est gonflé.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - La Poste Paris 16*

### ALIBIS : TOUR DE PASSE-PASSE

Plusieurs employées d'Abilis ont appris que dès le premier jour de l'année elles changeraient d'affectation à l'intérieur de l'usine. Et ça ne fait que commencer, d'autres changements devraient intervenir. Pourquoi ce chambardement ?

Comme par hasard il intervient juste après l'application des 35 heures dans le secteur du nettoyage. Les patrons de nettoyage n'ont pris aucun engagement d'embauche d'effectifs supplémentaires pour compenser cette réduction du temps de travail. Autrement dit, ils entendent faire effectuer la même charge de travail globale en moins de temps.

C'est la raison essentielle pour laquelle Abilis se livre à ce chambardement qui lui permettrait par la suite d'imposer une plus grande flexibilité au personnel, notamment en cas de remplacement.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Rhône-Poulenc Vitry*

### UNE POLITIQUE PAS NATURELLE

Suite à la tempête, la direction régionale des Télécom de Bourgogne - comme beaucoup en France - a envoyé nombre de nos collègues en soutient, tout d'abord en Bourgogne, notamment dans l'Yonne, puis dans le Sud-Ouest. Elle en a même rappelé certains qui étaient en CFC (sorte de préretraite).

Depuis des années, la direction des Télécom supprime des emplois, et prévoit d'en supprimer 20 000 sur quatre ans et ce ne sont pas les 1000 prévus dans les négociations des « 35 heures » qui changeront de façon significative ce chiffre.

Les éloges ne manquent pas de tomber actuellement pour dire combien le service public organisé centralement avec des moyens en personnel suffisants est utile lorsqu'une catastrophe se produit.

Gageons que le gouvernement qui supprime des emplois dans tous les services publics (hôpitaux, EDF, Équipement...) va s'en souvenir... quelque temps, mais qu'il aura la mémoire courte. Sachons - comme la tempête - lui rafraîchir la mémoire, pour qu'il change sa politique.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Télécom Dijon*

### LA SOLUTION : L'EMBAUCHE

Drôle de cadeau de fin d'année : la direction a rompu le 30 décembre le contrat d'un intérimaire employé en logistique B et présent depuis trois ans et demi au CRV.

L'intérimaire parti, le travail, lui, est resté avec un effectif insuffisant en logistique.

Ainsi, lundi matin, les travaux tels que le changement des bouteilles d'oxygène pour l'autopsie des animaux n'ont pu être assurés.

En fait la direction espère toujours que malgré le manque de personnel ceux qui restent vont effectuer le travail restant.

Mais le personnel de la logistique en a ras-le-bol de cette situation.

Alors la direction doit embaucher et en priorité l'intérimaire qui était présent sur le poste.

*Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Rhône-Poulenc CRV-A*

## Renault - Le Mans

# VENDREDI 7 JANVIER, TOUS AU TRIBUNAL

**Vendredi 7 janvier, au tribunal de grande instance, 46 travailleurs de Renault Le Mans devaient passer en correctionnelle sur plainte de la direction. Il leur est reproché d'avoir soi-disant « séquestré » deux cadres qui voulaient licencier un ouvrier malade et hospitalisé.**

Le 23 novembre dernier au département 85, plusieurs dizaines de travailleurs avaient débrayé le matin à 9 heures pour aller interrompre un CHS-CT où se trouvait la direction du département pour lui demander d'annuler la procédure de licenciement à l'encontre de leur camarade de travail. Devant l'intransigeance de la direction, la grève continua toute la journée et l'équipe d'après-midi prit le relais. Dans le courant de l'après-midi, des travailleurs d'autres secteurs de l'usine se mirent en grève et vinrent prêter main-forte au 85.

En début de soirée, des cadres menés par le sous-directeur vinrent pour « libérer » leurs acolytes licenciés, avec un huissier qui prit les noms d'un certain nombre d'ouvriers grévistes.

Le lendemain, lors d'un CE mouvementé, le directeur traita les grévistes de la veille de « voyous », de « bandits » et de « terroristes » et annonça qu'une plainte allait être déposée en justice pour « ramener le calme à l'usine » (voir LO n° 1639). Et lundi 6 décembre des huissiers vinrent sonner aux portes de 46 d'entre nous, parfois à 21 heures le soir, pour délivrer les assignations en correctionnelle.

En fait cette histoire de pseudo-« séquestration » n'est qu'un prétexte. La direction n'a pas supporté que des travailleurs aient osé s'opposer à

sa décision de licencier un travailleur malade et jugé non rentable. C'est pourquoi elle se venge et traîne en justice 46 d'entre nous « pour l'exemple » afin de tenter d'intimider l'ensemble des salariés de l'usine. D'un autre côté, c'est une occasion pour la direction de s'en prendre à la CGT dont la quasi-totalité des travailleurs assignés font partie.

Cette attaque de Renault se situe aussi dans un contexte local particulier : en effet l'UD-CGT de la Sarthe vient d'être condamnée à verser plusieurs centaines de milliers de francs de dommages à un petit patron de combat pour l'aide apportée aux grévistes de son entreprise, les Ambulances Mancelles. Pour l'heure, la mobilisation s'organise chez Renault : pétitions, affichage des photos des 46 assignés ainsi que celles des « mouchards » de la direction (les cadres qui ont donné les noms à l'huissier) et appel à la grève pour le vendredi 7 janvier.

Un grand rassemblement est aussi prévu devant le tribunal du Mans à partir de 11 h 30, à l'appel de la CGT, d'autres syndicats et de partis politiques. Des appels à la grève ont été lancés dans d'autres entreprises que Renault. Et il est évident pour tous que la mobilisation de vendredi pèsera pour beaucoup dans la suite des événements.

Correspondant LO

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

### SILENCE, ON FERME

L'hiver vient à peine d'arriver, avec toutes les pathologies qui sont plus graves pendant cette période, en particulier chez les personnes âgées. Et pourtant les Urgences ont déjà des difficultés à hospitaliser les malades. Il a fallu faire appel plusieurs fois au directeur de garde, qui impose alors le malade dans un service.

Car plus de la moitié des services de l'hôpital ont été fermés vendredi et de nombreux malades, plus ou moins bien rétablis, placés à la vavite, là où les assistantes sociales pouvaient les caser.

Cette pénurie de lits a été aggravée par la fermeture du service OPH Nord, qui servait de roue de secours l'an passé.

Il s'agit de diminuer les coûts pour boucler le budget, et la fermeture des lits est un moyen radical pour arriver à cela.

Alors, le service public hospitalier est de moins en moins au service des malades pendant cette période.

*Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière  
Hôpital de la Croix-  
Rousse - Lyon*

### UNE RALLONGE BIEN TROP... COURTE

10 millions de francs, voilà tout ce que le ministère de la Santé consent à lâcher en supplément, pour l'ensemble du budget du CHU.

Cela ne fait que 0,5% en plus, alors que la direction elle-même estimait qu'il en fallait 2,6%. Et encore, tout n'est pas intégralement destiné au CHU de Clermont-Ferrand.

Pour arroser les entreprises qui font des bénéfices et qui licencient, le gouvernement trouve de l'argent. Mais pour les hôpitaux ou les écoles, c'est toujours insuffisant.

*Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière  
CHU - Clermont-  
Ferrand*

### ILS NE L'AURONT PAS VOLÉ

L'accueil déborde régulièrement... L'hôpital devrait pouvoir accueillir les

patients, mais parfois il manque de lits et nos administrateurs imposent un malade en plus dans les services déjà pleins.

Ce qui ne les empêche pas de continuer à fermer des lits...

Voilà la logique des économies : on accueille les malades dans de mauvaises conditions et on nous fait trimmer de plus en plus.

C'est leur bureau que nous devrions transformer en chambre, le jour où notre «ras-le-bol» va déborder.

### LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE

Le ministère prévoit d'accorder une prime exceptionnelle de 400 F à tous les agents qui ont travaillé la nuit du 31 décembre au 1er janvier.

Tant mieux pour ceux qui auront ainsi une petite compensation pour avoir passé le réveillon du nouvel an à l'hôpital.

Comme le gouvernement ne veut surtout pas dépenser un sou de plus pour le personnel, la consigne donnée aux directions est de prendre l'argent sur la somme réservée à la prime de service. Pour le CHR, cela correspondrait à 150 000 F, soit une ponction de 20 F sur la prime de chacun!

Nous faire les poches pour donner une indemnité à nos collègues, voilà comment le ministère commence l'année.

Une façon de bien nous dire qu'il n'y aura pas de trêve dans sa mesquinerie!

*Extraits du bulletin  
Lutte Ouvrière  
Hôpital Sud - Rennes*

### DES SOMMEILS QUI EN DISENT LONG

Au département d'anesthésie, il manque dix infirmières anesthésistes, presque la moitié de l'effectif! Que fait la direction? Elle s'est endormie sur le problème, ou quoi?

*Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière  
Hôpital Robert-Debré - Paris*



Flins : atelier de Sellerie

## Renault - Flins

Aux Presses : course à la productivité

# DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES

À l'usine Renault de Flins, les accidents se multiplient dans le secteur des Presses, depuis un an. En novembre 1999, cela s'est encore amplifié : 9 accidents en un mois, au point que l'inspectrice du travail a finalement fait une visite surprise d'une journée entière et exigé l'application de mesures de sécurité immédiates.

Plusieurs accidents ont en effet été particulièrement graves : un électricien s'est fait broyer la main lors d'un dépannage, un autre travailleur de maintenance s'est fait happer l'avant-bras par une main de chargeur : double fracture ouverte et six heures d'opération! Un autre s'est fait une fracture ouverte du pouce sur une presse de découpe : quatre heures d'opération. Six ou sept travailleurs ont eu des tendons sectionnés aux mains et aux pieds. Sans compter plusieurs dizaines d'autres passés à

l'infirmierie et certains à l'hôpital pour des points de suture.

Rien d'étonnant à cette augmentation importante du nombre et de la gravité des accidents. La direction a en effet supprimé de nombreux postes à l'entretien et les machines ne sont plus révisées ni nettoyées au rythme où elles devraient l'être. Cette année, environ 30 % seulement des entretiens préventifs prévus ont été réalisés. Résultat : on trouve sur toutes les machines des sécurités hors service et des panneaux indiquant simplement qu'elles ne fonctionnent plus. Tout baigne dans l'huile : les chariots élévateurs qui pèsent six tonnes et qui portent des charges de même poids ont du mal à freiner et causent des accidents : un travailleur s'est ainsi fait casser les jambes.

Les horaires de travail ont été considérablement augmentés : presque trois quarts d'heure de plus sur les deux équipes en quelques années. Suivant les périodes, l'équipe de nuit travaille entre 8 h 30 et 9 heures et

l'équipe VSD fait 12 heures de nuit. La pause repas a été supprimée ; un travailleur qui prend son bus à 4 heures du matin rentre chez lui vers 14 h 30 sans avoir avalé autre chose qu'un casse-croûte sur le pouce.

Cela crée un surcroît de fatigue, propice au manque d'attention et donc aux accidents dans un atelier où le travail est de toute façon dangereux.

La course à la productivité est la seule chose qui guide la direction. Par ailleurs, elle fait tout ce qu'elle peut pour masquer ces accidents et faire pression sur les travailleurs pour qu'ils ne s'arrêtent pas en accident du travail, quitte à les payer à ne rien faire, à l'usine ou chez eux. Elle fait semblant de s'intéresser à la sécurité mais personne n'est dupe : dans les réunions qu'elle organise, de plus en plus de travailleurs n'hésitent pas à la mettre en cause ouvertement...

Correspondant LO

## Hôpital de Montargis (Loiret)

# GRÈVE EN GÉRONTOLOGIE

La majorité des 80 personnes du service de Gérontologie de l'hôpital de Montargis est en grève depuis le 3 janvier. En effet la direction profite du démenagement dû aux travaux de rénovation du service pour supprimer huit postes : deux postes d'infirmières, cinq postes d'aides-soignants et un poste d'agent de service hospitalier. Par contre,

elle a embauché deux cadres supplémentaires. Elle compte faire appel à quatre aides-hôtelières à mi-temps (deux fois deux heures par jour).

Au bout du compte, la direction ose prétendre que nous allons continuer à travailler en effectif constant, alors que nous perdons six postes. C'est inacceptable. Le service détient déjà le record des arrêts de travail

pour lombalgie. Nous refusons l'aggravation de nos conditions de travail, de la précarité, les plannings avec encore plus de soirs et de week-ends travaillés.

Des pétitions ont déjà recueilli près d'un millier de signatures auprès du public. Une mobilisation qui ne doit être qu'un commencement.

Correspondant LO

Décembre 1989  
en Roumanie

## LA CHUTE DE CEAUSESCU

**Il y a dix ans, en Roumanie, la dictature de Ceausescu était renversée. A l'époque, la presse occidentale présenta la chute du dictateur comme une véritable révolution, menée de bout en bout par des hommes tels que Petre Roman ou Ion Ilescu, liés par mille liens au régime qui s'effondrait. C'était là une façon de participer au blanchiment de toute cette caste d'individus qui avaient largement tiré profit de la dictature de Ceausescu. Tous les puissants de ce monde avaient en fait intérêt à ce que les Roman et autres Ilescu réussissent à confisquer à leur profit le soulèvement populaire qui, en ce mois de décembre 1989, avait commencé en Roumanie.**

De toute façon, à la fin de la décennie quatre-vingt, les jours des mal-nommées Démocraties populaires, dont faisait partie la Roumanie, étaient comptés. Bien des dirigeants de ces pays, à commencer par ceux de Hongrie ou de Pologne, l'avaient compris.

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en URSS, les désengagements extérieurs que ce dernier opérait, laissaient aux régimes des Démocraties populaires la possibilité de larguer les amarres d'avec l'URSS et de renouer complètement avec l'Occident.

Cette nouvelle situation, certains dirigeants au moins l'avaient comprise, mais manifestement pas Ceausescu. Ce dictateur, qui aimait se faire appeler le «Danube de la pensée» ou le «génie des Carpates», estimait sans doute que personne en Roumanie ne pouvait l'accuser d'être «l'homme des Russes». Tout son règne, ainsi que les dernières années du pouvoir de son prédécesseur, Gheorghiu Dej, s'étaient déroulés dans une atmosphère de nationalisme débridé où l'on

vantait volontiers les «voies multiples vers le socialisme» et où l'on ne reconnaissait aucun «parti guide», surtout pas à Moscou.

D'ailleurs, ce nationalisme avait conquis les dirigeants occidentaux. En 1968 par exemple, presque au moment de l'intervention militaire russe en Tchécoslovaquie, de Gaulle ne vint-il pas en visite à Bucarest saluer ce héros de l'indépendance roumaine qu'était à ses yeux Ceausescu? Un an plus tard ce fut au tour du président américain, Richard Nixon, de faire à son tour le voyage et l'éloge du dictateur roumain.

Mais en cette fin des années quatre-vingt, le nationalisme du régime avait visiblement perdu sa vertu protectrice. Restaient aux yeux de la population la dictature et la misère, pouvant amplement justifier une explosion populaire.

### 15 DÉCEMBRE 1989: LE SOULÈVE- MENT DE TIMISOARA

Le 15 décembre 1989 fut, pour le régime de Ceausescu, le début de la fin. A Timisoara, plusieurs dizaines de milliers de personnes descendirent dans la rue pour empêcher la mutation forcée d'un pasteur défenseur de la minorité hongroise, Lazlo Toekes. Le mouvement s'étendit à toute la population, bien au-delà de cette communauté hongroise. La police politique de Ceausescu, la Securitate, et l'armée tirèrent alors sur la foule, faisant plusieurs centaines de morts. Mais ce bain de sang ne vint pas à bout de la détermination des manifestants, bien au contraire. On commença à signaler des cas de fraternisation entre la foule

Gamma



Petre Roman prenant la parole en janvier 1990

et les soldats, ce qui incita l'état-major à retirer la troupe à l'extérieur de la ville et à entourer celle-ci pour l'isoler du reste du pays. Mais cette manœuvre elle aussi fut vaine. Non seulement les troubles s'étendirent à d'autres villes de la région, comme Cluj ou Brasov, mais le 21 décembre le meeting convoqué à Bucarest par Ceausescu, de retour d'Iran, pour «riposter contre les hooligans», se transforma en manifestation d'hostilité à son égard. Dans la capitale même, la population conspu le dictateur, et des affronte-

au grand jour, dirigé par Ion Ilescu, ancien secrétaire du Comité central, ancien ministre de la Jeunesse, écarté par Ceausescu. Dans les jours qui suivirent, on vit se jouer une «révolution» de comédie. A la télévision se succédèrent tous ceux qui entendaient confisquer au peuple roumain le bénéfice de sa révolte: Ilescu, mais aussi Manescu, ancien ministre des Affaires étrangères, Petre Roman, fils d'un ancien général. Parmi eux quelques opposants de vieille date, comme Doïna Cornéa, étaient encore admis. On les

qui avaient mitraillé les révoltes sous Ceausescu, à tous ces dignitaires qui avaient largement profité du pillage des richesses du pays.

### UNE « MANIPULATION » CONSENTANTE

Aujourd'hui, en Occident, on parle volontiers de «manipulation» dont auraient été victimes la presse et bon nombre de commentateurs. Mais n'étaient manipulés que ceux que cela arrangeait de l'être, et qui acceptaient de ne pas voir, ou du moins de ne pas dire, ce qui crevait les yeux. La vérité, c'est que cette comédie de révolution jouée à Bucarest, cette confiscation de la révolte populaire par d'anciens privilégiés du régime, arrangeait trop bien les grandes puissances pour qu'elles ne feignent pas d'y croire. Les journalistes gardèrent donc leur langue dans leur poche, réservant leur esprit critique pour les articles et les livres qu'ils écriraient... plus tard.

Et aujourd'hui, si après sept ans de présidence Ilescu a été remplacé à la tête du pays en novembre 1996 par un chrétien-démocrate, Emil Constantinescu, la misère continue comme avant pour les travailleurs roumains. L'inflation est de 45 % par an, les travailleurs des grandes villes industrielles du pays entrent régulièrement en grève pour demander l'arrêt des licenciements et l'augmentation de leurs salaires dérisoires, et les Roumains qui réussissent à quitter le pays constituent un des contingents les plus misérables de l'émigration vers les pays riches.

Daniel MESCLA



Nixon lors de sa visite à Ceausescu en 1969.

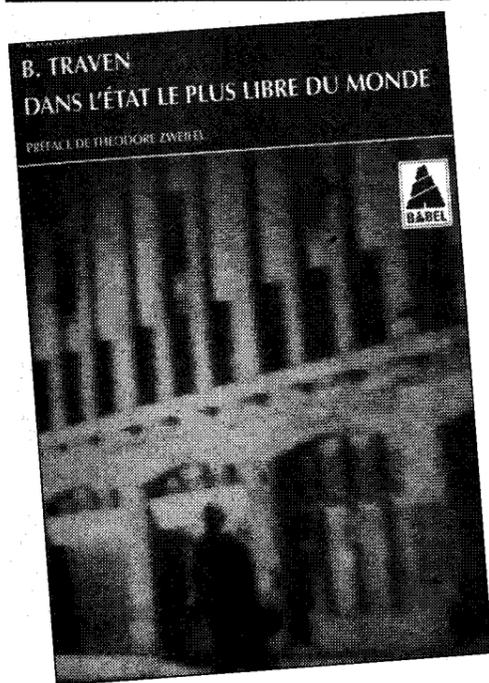
ments commencèrent avec l'armée et la police.

### L'ÉTAT-MAJOR LÂCHE CEAUSESCU...

C'est alors que, par crainte de perdre totalement le contrôle de la situation, l'état-major, flanqué d'une brochette d'anciens dignitaires du régime Ceausescu, se décida à sauter le pas et à se débarrasser du vieux dictateur pour sauvegarder l'essentiel de leur pouvoir. Le 22 décembre 1989, un Front de Salut National apparut donc

écarta ensuite rapidement. Et pendant que sur les écrans se jouait cette comédie, c'était dans la rue l'état-major qui prenait l'affaire en mains. Sous prétexte de lutter efficacement contre la Securitate, les officiers cantonnèrent la population au rôle de spectateur de ce qui se faisait en son nom, lui demandant de rendre les armes dont elle avait pu s'emparer et évitant soigneusement toute fraternisation entre elle et les soldats de base. Pour parachever le tout, le couple Ceausescu fut rapidement arrêté et exécuté. Cela valut un brevet de «révolutionnaire» à tous ces officiers supérieurs

Réédition en collection de poche



# DANS L'ÉTAT LE PLUS LIBRE DU MONDE de B. Traven

Avant de se réfugier au Mexique et d'y écrire ces romans pétris de révolte que sont *Rosa Blanca*, *La révolte des pendus* et bien d'autres, B. Traven fut un jeune révolutionnaire dans l'Allemagne de la Première Guerre mondiale et les années révolutionnaires qui la suivirent. Il s'appela en ce temps-là Ret Marut, et commença à l'automne 1917 la publication à Munich d'une revue antimilitariste, *Der Ziegelbrenner* (ce qui signifie le cuisier de briques).

Quelques articles de cette revue constituent ce petit livre. Ils concernent la période de la fin de la guerre de 1914-1918, de la révolution allemande de 1919, des événements révolutionnaires de Bavière, auxquels Ret Marut participa et qui se soldèrent par l'écrasement de la République des Conseils de Bavière. Arrêté au cours de la répression qui s'abattit sur Munich en mai 1919, il échappa par miracle à l'exécution sommaire et, après quelques années de fuite, réussit à s'embarquer pour le Mexique.

Ces brefs articles dénoncent le sort fait aux travailleurs, avec la même force que celle de tous les romans de Traven. Marut pourfend le régime impérial,

puis la république de Weimar qui lui succède et pendant laquelle les corps francs pavoisent, république dont les chefs sociaux-démocrates, qui dirigèrent la répression, osèrent dire qu'elle était, de la Bavière à la Prusse, «*l'Etat le plus libre du monde*», mais où «*profiteurs et usuriers, racketteurs, assassins crapuleux et tueurs de rebelles mènent une vie de luxure et de débauches, pendant que les travailleurs et les révolutionnaires sont massacrés au fond des geôles et des pénitenciers*» comme l'écrit alors Ret Marut.

Ret Marut revendiquait de n'appartenir à aucun parti, au nom de sa «*liberté personnelle*». C'est manifestement du courant anarchiste qu'il était le plus proche. Comme écrivain, sous le nom de Traven, il choisit de continuer le combat contre une société qu'il haïssait. Et il garda intacte la révolte de ses jeunes années pour décrire dans ses livres le sort réservé par le capitalisme aux parias de son nouveau pays, les Indiens des plantations et des forêts mexicaines, ou encore pour dénoncer une société dans laquelle l'argent pourrit tous les rapports. Ceux qui ont apprécié ses romans liront avec intérêt ces articles de l'époque où, dans

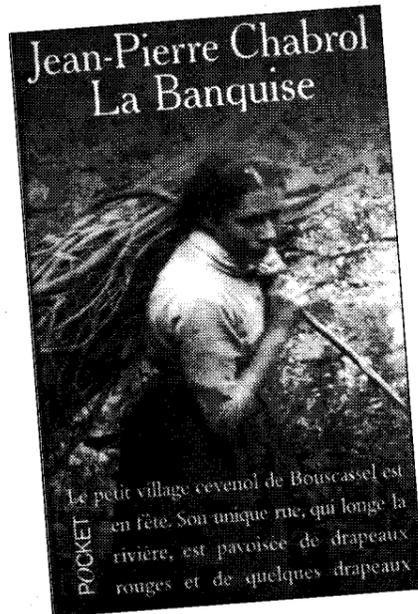
l'Allemagne en révolution, il était directement engagé dans l'action et n'oubliait pas, au détour d'un paragraphe, de saluer la portée de la révolution russe de 1917.

Cela dit, l'éditeur a permis qu'une brève préface et une chronologie des événements non signées, que n'embarrasse aucun souci de vérité historique pour évoquer la position de Lénine à l'égard des événements révolutionnaires de Bavière, accompagnent les textes de l'auteur. La chronologie en particulier laisse entendre à plusieurs reprises une prétendue hostilité déclarée de Lénine et des communistes à l'égard des événements révolutionnaires de Bavière, alors que l'une des premières déclarations de Lénine (27 avril 1919) a été pour saluer «*de tout cœur la République des Soviets de Bavière*» et s'inquiéter des mesures prises pour assurer le succès de la révolution.

La mauvaise foi des commentateurs n'enlève cependant rien à l'intérêt des textes de Ret Marut-B. Traven.

Daniel MESCLA

Dans l'Etat le plus libre du monde, de B. Traven, Ed. Babel, 120 pages



## LA BANQUISE de J-P Chabrol

1944, dans un petit village des Cévennes. Une femme entravée est promenée dans une charrette sous les huées, portant au cou une pancarte, «*Elle a vendu son cul et son fils aux SS*», avant d'avoir le crâne tondu. Le dernier roman de Jean-Pierre Chabrol, *La Banquise*, commence sur une de ces ignobles cérémonies, fréquentes à la fin de la guerre et par lesquelles les organisations de la résistance, PCF en tête, prenaient comme boucs émissaires des femmes accusées d'avoir «*fauté*» avec des Allemands. Elles préféraient cela à s'en prendre aux puissants, aux bourgeois, qui avaient si bien prospéré pendant la guerre et qui allaient continuer à le faire après.

Le roman raconte la vie de cette femme, depuis son enfance jusqu'au lamentable lynchage qu'elle subit. Elle s'appelle Clémence Van Khyse - d'où son surnom de Banquise. Après une enfance terrible dans une famille de paysans cupides et violents, elle décide de partir et de se débrouiller seule. Devenue patronne du bistrot-bureau de tabac du petit village cévenol de Bouscassel, elle gagne peu à peu la considération, puis le respect des habitants qui, au départ, voyaient d'un bien mauvais œil cette «*étrangère*».

Le courage et le caractère

indomptable de Clémence ne lui épargnent pas la malchance. Le seul homme qu'elle rencontre est un beau parleur qui l'abandonne au bout de quelques jours, enceinte. Dès lors, toute la vie de la Banquise sera centrée sur son fils, dont elle veut à tout prix faire quelqu'un... sans succès.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, un bataillon allemand occupe Bouscassel. Pour une fois, on a là un roman qui ne tombe pas dans les caricatures : les soldats allemands ne sont pas des barbares mais des paysans bavarois, à qui le régime nazi n'a pas laissé le choix et qui, quant à eux, ne demanderaient qu'à être ailleurs.

Avec une ironie amère et désabusée, Jean-Pierre Chabrol tient visiblement à souligner l'absurdité de la guerre, de toutes les guerres. Lorsque son livre se conclut, les prétendus héros ne sont vraiment pas reluisants et les guerriers désignés marchent au combat à reculons. En fait, tous sont des victimes, au milieu desquelles se détache avec vigueur la silhouette de «*la Banquise*».

Un livre dédié par l'auteur «*à toutes les femmes indomptables*» et qui vaut d'être lu.

Pierre VANDRILLE  
La Banquise de Jean-Pierre Chabrol, Presses de la

## LES COULEURS DE L'INFAMIE D'Albert Cossery

*Les couleurs de l'infamie* est le dernier livre d'Albert Cossery, dernier parce qu'il vient de paraître et parce que son auteur a annoncé qu'il n'écrirait plus.

Comme pour des livres précédents (publiés chez le même éditeur), le cadre de celui-ci est Le Caire, ses maisons décrépies au bord de l'effondrement, et cette foule énorme de piétons à

la recherche du petit rien lui permettant de survivre.

Le personnage central est un garçon qu'un début d'instruction n'a mené nulle part mais qui a eu la chance de rencontrer un professionnel du vol à la tire. Il en a été le disciple, brillant puisqu'il a bientôt dépassé le maître. C'est ainsi qu'il entre en possession du portefeuille d'un promoteur, dont l'immeuble

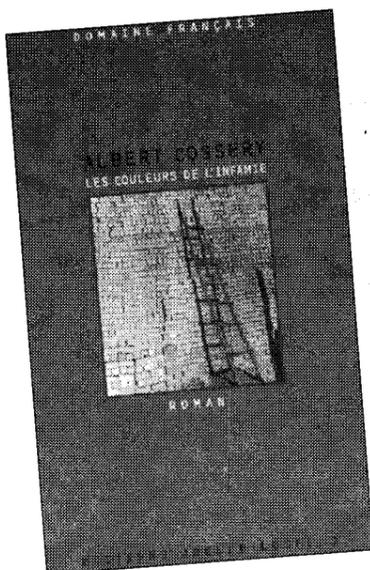
si tôt inauguré s'est écroulé en tuant une cinquantaine de personnes. Il y trouve une lettre compromettante pour de hauts personnages et se retrouve ainsi avec une véritable bombe entre les mains...

Cette nouvelle est une charge contre les personnages au pouvoir en Egypte, les nantis du système, tous gens que Cossery déteste et méprise. Il

a la dent dure pour dénoncer leur suffisance, leur corruption et il le fait avec un humour corrosif et un talent certain. Rien que pour cela, c'est un livre à lire.

D. J.

Les couleurs de l'infamie d'Albert Cossery, Ed. Joëlle Losfeld, 133 p., 85 F



Côte-d'Ivoire

# UN NOUVEAU POUVOIR DONT IL N'Y A PAS GRAND-CHOSE À ESPÉRER

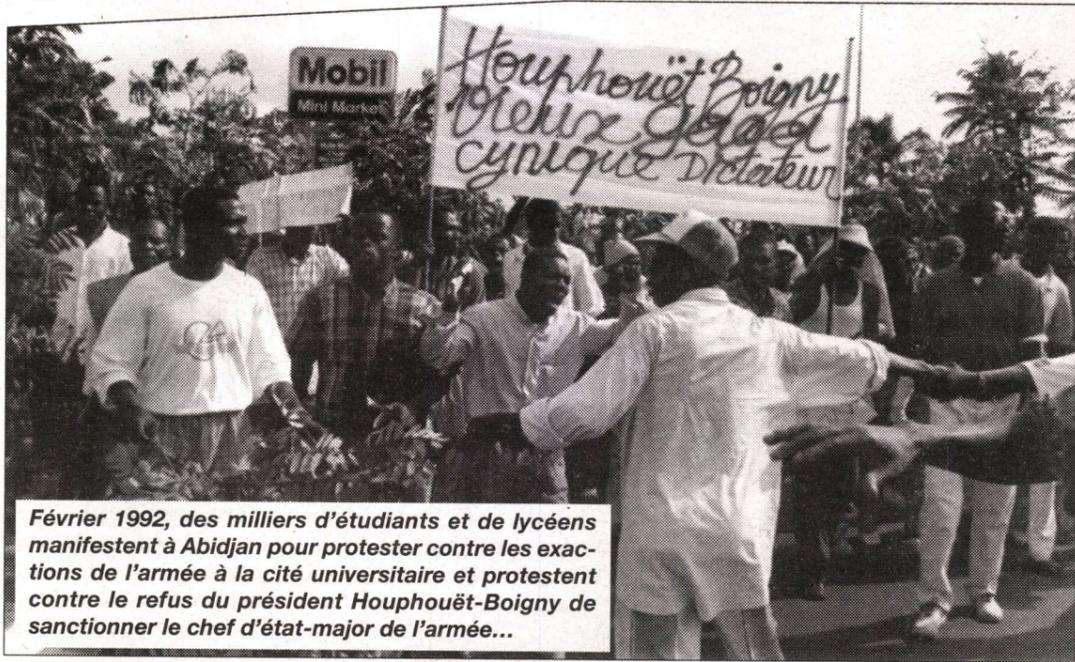
A défaut d'avoir pu empêcher sa destitution par le coup d'Etat du 23 décembre, les autorités françaises ont offert un refuge à Konan Bédié, ex-président de la Côte d'Ivoire. Elles devaient bien cela à celui qui depuis 1993 avait pris le relais d'Houphouët-Boigny pour servir les intérêts de l'impérialisme français dans cette région.

Sur place, en Côte-d'Ivoire, personne n'a versé de larmes sur le sort fait à Bédié par les militaires putschistes. A Abidjan, la capitale économique du pays, la population a même laissé exploser sa joie, les plus pauvres profitant de la situation pour piller un grand nombre de magasins, et plus particulièrement ceux appartenant à la bourgeoisie commerçante d'origine libanaise. Le régime de Bédié était devenu tellement parasitaire et corrompu qu'y compris parmi les couches privilégiées, nombreux sont ceux qui ont vu d'un bon œil son renversement. D'autant que le nouvel homme fort du pays, le général Gueï a rapidement rétabli l'ordre.

Quant à la junte militaire, après avoir libéré les militants politiques emprisonnés et annulé les poursuites engagées contre le principal opposant Allasane Ouattara, per-

mettant ainsi son retour au pays, elle a commencé ses consultations pour former un gouvernement de transition et de « large consensus ». Les deux principaux partis d'opposition, le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, parti vaguement de gauche et proche du PS français, et le Rassemblement des Républicains (RDR) d'Allasane Ouattara, formation issue du PDCI ex-parti unique, se sont d'ailleurs précipités pour répondre aux avances du général Gueï.

Critiquant les mœurs de l'ancien régime, ce dernier a dénoncé tout autant les détournements de fonds publics que les entraves mises à la vie politique, notamment le découpage électoral conçu pour donner de nombreux députés aux régions favorables au clan Bédié et peu d'élus aux fiefs de l'opposition. Le général Gueï, originaire d'une ethnie minoritaire de l'Ouest,



Février 1992, des milliers d'étudiants et de lycéens manifestent à Abidjan pour protester contre les exactions de l'armée à la cité universitaire et protestent contre le refus du président Houphouët-Boigny de sanctionner le chef d'état-major de l'armée...

s'est également attiré des sympathies en stigmatisant la politique xénophobe et ethniste menée par Bédié, originaire comme Houphouët-Boigny de l'ethnie baoulé.

Il est vrai que l'écœurante campagne, visant à opposer les Ivoiriens aux « allogènes », et à dresser les populations du Sud, majoritairement acquises à Bédié, contre celles du Centre et du Nord, plutôt favorables à Gbagbo et Ouattara, s'était intensifiée à l'approche des élections présidentielles. Et dans ce pays qui compte plus d'un tiers d'étrangers, venus principalement

du Burkina-Faso, du Mali et du Ghana voisins, et qui regroupe plus d'une soixantaine d'ethnies, cette politique faisait de plus en plus peser la menace d'un bain de sang. Les affrontements qui ont récemment opposé des chasseurs kroumen à des paysans burkinabé, dans la région de Tabou, à propos d'un différent foncier, en témoignent. Et ce danger est d'autant plus grand, qu'aux tensions ethniques s'ajoutent les tensions liées à la crise économique, au chômage et à la misère croissante de la population.

Cela étant, si les possédants ont de bonnes raisons de se réjouir des

promesses de réformes et d'assainissements de Gueï, les populations pauvres auraient tort de les suivre. Ce général, ex-chef d'état-major d'Houphouët-Boigny au début des années 90, n'a rien renié de son passé au cours duquel il s'est plusieurs fois illustré dans la répression des mouvements de contestation, notamment contre les étudiants. Et elle n'a rien de plus à espérer des politiciens qui, derrière les militaires, peuvent guetter le moment d'accéder à leur tour à la mangeoire.

Roger MEYNIER

Grande-Bretagne

# DU BOEUF GROS-SEL AUX GROS SOUS DE LA CITY

La première semaine de décembre a de nouveau été marquée, lors du sommet ministériel d'Helsinki, par l'une de ces querelles dont l'« Union » européenne a le secret. Cette fois-ci, il ne s'agissait plus de bœuf anglais mais du... beefsteak des financiers londoniens.

Le gouvernement de Londres s'oppose en effet avec véhémence à la généralisation à toute l'Europe d'une taxe de 20% qui serait prélevée à la source sur les intérêts payés aux détenteurs d'obligations.

Les dirigeants de Bonn, qui sont d'ardents défenseurs de cette généralisation, veulent ainsi réduire le flot régulier de deutsche marks qui quittent l'Allemagne clandestinement

pour le Luxembourg afin d'échapper aux rigueurs du fisc.

Les autorités luxembourgeoises ne voient pas la chose d'un bon œil, bien sûr. Mais elles semblent avoir renoncé à s'y opposer, pensant sans doute qu'il faudra bien y passer par là un jour ou l'autre.

Le gouvernement de Tony Blair, en revanche, ne semble pas vouloir céder. C'est que la City de Londres a beaucoup plus à y perdre que la clientèle des combinards européens. Londres abrite en effet un marché obligataire qui est, de très loin, le plus important d'Europe, avec un montant total s'élevant à 20 000 milliards de francs, c'est-à-dire de l'ordre de trois fois la valeur

des actions cotées à la Bourse de Paris. Le gros de ces capitaux sont des dollars (les fameux eurodollars) et Londres est bien placée pour savoir que le succès de la City à attirer ces dollars a commencé précisément en ce jour de 1963 où les autorités américaines instaurèrent une taxe prélevée à la source, sur le revenu des obligations aux Etats-Unis, entraînant ainsi une hémorragie de dollars vers l'Europe, et en particulier vers Londres. Il n'est alors pas difficile d'imaginer qu'une telle hémorragie puisse se produire de nouveau, cette fois-ci hors de Londres, si le filet fiscal s'y resserrait, au grand dam des grandes banques britanniques qui ont construit leur

fortune sur cette manne de dollars.

Alors les dirigeants britanniques se plaignent amèrement de la menace que les exigences européennes feraient peser sur la City de Londres. Blair a même le culot de se prévaloir des menaces que cette taxe ferait peser sur l'emploi, lui qui n'a même pas cillé lorsqu'annonçant ses plans d'OPA sur la banque NatWest, Royal Bank of Scotland s'est vantée des 18 000 emplois qu'elle pourrait supprimer pour augmenter les profits de la banque fusionnée.

En arrière-plan, derrière tout cela, il y a en plus l'envie des milieux financiers allemands de prendre à la City, sinon sa place prépondérante

sur le plan financier, ce qui serait sans doute difficile dans un avenir proche, du moins une partie de ses activités les plus rentables.

On n'en a pas fini non plus avec le problème incontournable d'une certaine harmonisation fiscale à l'échelle européenne, bien au-delà des profits financiers, condition indispensable à l'intégration réelle du marché européen pour les entreprises. Et il faut s'attendre à bien d'autres affrontements sur ce terrain.

Bref la construction européenne continue et l'Union européenne ressemble toujours autant à un panier de crabes où s'affrontent les intérêts de bourgeoisies rivales.

F.R